La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de janvier 1998

Déficit budgétaire de 1,7 milliard de dollars en janvier 1998

Le mois de janvier 1998 s'est soldé par un déficit budgétaire de 1,7 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,4 milliard en janvier 1997. Près du tiers du déficit de janvier 1998 est attribuable aux retards de perception des recettes fiscales en raison de la tempête de verglas qui a frappé l'Est du Canada, et au fait que la date de remise mensuelle des recettes de taxes sur les produits et services (TPS), le 31 janvier, était un samedi. Ces recettes seront ajoutées à celles de février 1998. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 0,6 milliard de dollar (5,6 p. 100) en janvier 1998. Les dépenses de programmes ont fléchi de 0,5 milliard (5,9 p. 100), traduisant surtout l'effet soutenu des mesures de compression et la croissance de l'économie. Les frais de la dette publique ont progressé de 0,2 milliard de dollars (4,5 p. 100) sous l'effet des ajustements cumulatifs au titre des mois précédents.

La baisse, d'une année sur l'autre, des recettes budgétaires est attribuable à la diminution des cotisations d'assurance-emploi (de 0,6 milliard de dollars) et des recettes de TPS (de 0,5 milliard de dollars). Le recul des cotisations d'assurance-emploi résulte d'un certain nombre de facteurs : 1) l'effet des changements apportés aux exigences de remise; 2) la baisse du taux des cotisations salariales, qui est passé de 2,90 dollars à 2,70 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables; et 3) le transfert aux recettes d'impôt sur le revenu des particuliers en raison de montants payés en trop pour l'année d'imposition 1996. Des facteurs ponctuels expliquent la baisse des recettes de TPS. En revanche, les recettes d'impôt des sociétés ont grimpé de 14,2 p. 100, alors que celles au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,3 p. 100.

La baisse des dépenses de programmes traduit la diminution des prestations d'assurance-emploi, des transferts aux autres administrations, des subventions et autres transferts, et des paiements aux sociétés d'État. Pour ce qui est des transferts à d'autres administrations, le recul des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) témoigne à la fois de la baisse du total des droits et de l'appréciation des transferts de points d'impôt.

Excédent de 3,3 milliards de dollars d'avril 1997 à janvier 1998

Pour les 10 premiers mois de l'exercice 1997-98, on observe un excédent de 3,3 milliards de dollars, ce qui représente un redressement de 10,7 milliards par rapport au déficit de 7,3 milliards constaté pour la même période en 1996-97. Cette situation est attribuable à l'effet du redressement de l'économie sur les recettes budgétaires et des mesures de compression des dépenses de programmes instaurées dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995. Les recettes budgétaires ont grimpé de 6,2 milliards de dollars (5,5 p. 100), les dépenses de programmes ont chuté de 3,4 milliards (4,1 p. 100), et les frais de la dette publique ont fléchi de 1,0 milliard (2,7 p. 100).

Excédent financier de 14,3 milliards de dollars d'avril 1997 à janvier 1998

Grâce à un excédent budgétaire de 3,3 milliards de dollars et à des ressources nettes de 5,1 milliards au titre des opérations non budgétaires, on observe un excédent financier, opérations de change exclues, de 8,4 milliards de dollars, ce qui représente un redressement de 10,2 milliards par rapport à la même période en 1996-97. À cela s'ajoutent des ressources nettes de 6,0 milliards provenant des opérations de change. Au total, donc, on constate un excédent financier de 14,3 milliards, ce qui constitue une amélioration de 21,1 milliards par rapport à la même période l'an dernier. Les soldes de l'encaisse ont légèrement diminué au cours des 10 premiers mois de 1997-98 par rapport à la fin de l'exercice 1996-97. Par conséquent, depuis le début de l'exercice 1997-98, une tranche de 14,8 milliards de dollars de la dette contractée sur les marchés a été remboursée.

Budget équilibré en 1997-98

Si l'on tient compte à la fois des résultats financiers pour les 10 premiers mois de 1997-98, des prévisions pour le reste de l'exercice et de l'effet des mesures annoncées dans le budget de 1998, le budget sera équilibré en 1997-98.

La revue financière

Tableau 1
État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 153	10 532	112 983	119 205
Dépenses de programmes	-8 982	-8 448	-82 943	-79 513
Solde de fonctionnement	2 171	2 084	30 040	39 692
Frais de la dette publique	-3 586	-3 746	-37 381	-36 376
Déficit ou excédent	-1 415	-1 662	-7 341	3 316
Opérations non budgétaires	2 555	3 116	5 549	5 052
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	1 140	1 454	-1 792	8 368
Opérations de change	-2 788	-1 868	-4 994	5 972
Total des besoins financiers ou excédent	-1 648	-414	-6 786	14 340
Opérations de la dette non échue	-1 431	-1 658	319	-14 513

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Hausse des recettes budgétaires entre avril 1997 et janvier 1998

Entre avril 1997 et janvier 1998, les recettes budgétaires ont augmenté de 6,2 milliards de dollars (5,5 p. 100) par rapport à la même période l'an dernier. Cette augmentation est entièrement attribuable à la vigueur de l'économie, puisque des facteurs ponctuels pour janvier 1998 ont contribué à la baisse des recettes pour ce mois.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 4,2 milliards de dollars en raison de la hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi, parallèlement à la forte croissance de l'emploi, de même qu'à l'augmentation des impôts payés au moment du dépôt des déclarations en raison de la progression des revenus pendant l'année d'imposition 1996.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont augmenté de 2,9 milliards de dollars, traduisant la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, parallèlement au redressement de l'économie.
- Les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 1,2 milliard de dollars. Cela est attribuable à un certain nombre de facteurs, notamment la modification des modalités de remise. En janvier 1997, l'assiette servant au calcul des cotisations a été modifiée. Les cotisations sont maintenant calculées d'après le maximum de la rémunération annuelle assurable plutôt que d'après le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable. Ce changement explique l'augmentation des rentrées des cotisations au cours de la première moitié de l'année civile par rapport à la deuxième. Cette mesure est sans effet sur le montant payé par la plupart des employés et des employeurs pour l'ensemble de l'année civile. Toutefois, ceux dont le revenu dépasse le maximum annuel des gains assurables devront acquitter une plus grande part de leurs cotisations au début de l'année civile et paieront moins à la fin de celle-ci. Par conséquent, les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont été nettement moins élevées au cours de la deuxième moitié de 1997, ce qui a eu un effet négatif sur les résultats à ce jour pour l'exercice 1997-98. De même, les résultats de janvier 1998 ont été touchés par ce changement puisque près de la moitié des recettes pour le mois avaient trait aux sommes perçues en décembre 1997. En outre, le taux des cotisations salariales a été réduit en janvier 1998, passant de 2,90 dollars à 2,70 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables en 1997. Enfin, une somme nette d'environ 0,6 milliard de dollars a été transférée au cours des 10 premiers mois de 1997-98 aux recettes d'impôt sur le revenu des particuliers relativement aux sommes payées en trop pour l'année d'imposition 1996.
- Les recettes de TPS ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, surtout en raison de la vigueur de la demande des consommateurs. Elles ont toutefois diminué en janvier 1998 sous l'effet de facteurs liés au calendrier de perception associés à la tempête de verglas qui a frappé l'Est du Canada et au fait que la date mensuelle de

103-06183/

Tableau 2

Recettes budgétaires

	janvier		d'avril à janvier		
	1997	1998	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 257	5 432	54 970	59 149	7,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 334	1 523	11 193	14 100	26,0
Autres	301	400	2 029	1 993	-1,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 892	7 355	68 192	75 242	10,3
Cotisations d'assurance-emploi	2 038	1 433	16 143	15 298	-5,2
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	924	465	13 284	14 441	8,7
Droits de douane à l'importation	221	205	2 095	2 102	0,3
Autres taxes et droits d'accise	795	705	6 757	7 107	5,2
Total des taxes et droits d'accise	1 940	1 375	22 136	23 650	6,8
Total des recettes fiscales	10 870	10 163	106 471	114 190	7,2
Recettes non fiscales	283	369	6 512	5 015	-23,0
Total des recettes budgétaires	11 153	10 532	112 983	119 205	5,5

remise (le 31 janvier) de ces recettes était un samedi. C'est pourquoi une bonne partie des recettes de janvier ont été touchées en février et seront intégrées aux résultats de ce mois.

- Les droits de douanes à l'importation sont demeurés relativement inchangés, puisque la forte croissance des importations observée en 1997 a compensé l'effet des réductions tarifaires. Les recettes au titre des autres taxes et droits d'accises ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, surtout en raison de taxes sur l'énergie plus élevées.
- Les recettes non fiscales ont fléchi de 1,5 milliard de dollars, uniquement en raison de l'inclusion du produit de la vente du Système de navigation aérienne dans les résultats de 1996-97.

Baisse des dépenses de programmes d'avril 1997 à janvier 1998

Par rapport à la même période l'an dernier, les dépenses de programmes ont chuté de 3,4 milliards de dollars (4,1 p. 100) au cours des 10 premiers mois de 1997-98. Exception faite des subventions et des autres transferts, toutes les principales composantes sont en baisse. Le recul du total des dépenses de programmes est surtout attribuable à l'effet des mesures de compression instaurées dans le cadre des budgets de 1994 et de 1995 et, dans une moindre mesure, à la croissance de l'économie.

- Les principaux transferts aux particuliers ont fléchi de 0,3 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, puisque les prestations aux aînés ont augmenté. La baisse des prestations d'assurance-emploi résulte d'une diminution de la moyenne des prestations et du nombre de prestataires, ce qui traduit avant tout l'effet des réformes et la baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 2,6 milliards de dollars, surtout en raison de la baisse des transferts en espèces en vertu du TCSPS. Dans son budget de février 1995, le gouvernement avait fixé le total des droits en vertu du TCSPS pour 1997-98 à 25,1 milliards de dollars, soit 1,8 milliard de moins qu'en 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces en espèces et sous forme d'un transfert de points d'impôt. Ce dernier volet représente la valeur de la marge fiscale que le gouvernement fédéral réserve aux provinces pour leur permettre d'augmenter d'autant leurs taux d'imposition sans que cela n'ait d'incidence sur les contribuables. La valeur du transfert de points d'impôt augmente en fonction de la croissance des assiettes fiscales pertinentes. Le transfert en espèces correspond donc à la différence entre le total des droits et la valeur accrue du transfert de points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, le transfert en espèces, qui fait partie des dépenses de programmes, dépend à la fois de

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	janvier		d'avril à janvier		
	1997	1998	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 798	1 863	17 935	18 437	2,8
Prestations d'assurance-emploi	1 446	1 178	10 042	9 225	-8,1
Total	3 244	3 041	27 977	27 662	-1,1
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 267	1 006	12 592	10 168	-19,3
Transferts fiscaux	717	745	7 806	7 736	-0,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-166	-180	-1 679	-1 784	6,3
Total	1 818	1 571	18 719	16 120	-13,9
Subventions et autres transferts					
Agriculture	117	136	673	543	-19,3
Affaires étrangères	224	206	1 340	1 259	-6,0
Développement des ressources humaines	201	124	1 382	1 129	-18,3
Affaires indiennes et du Nord	237	233	3 037	3 174	4,5
Industrie et développement régional	126	91	1 237	1 340	8,3
Anciens combattants	119	116	1 136	1 139	0,3
Autres	326	379	2 340	2 800	19,7
Total	1 350	1 285	11 145	11 384	2,1
Total des transferts	6 412	5 897	57 841	55 166	-4,6
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	90	74	797	746	-6,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	224	100	1 582	1 403	-11,3
Autres	67	73	1 016	903	-11,1
Total	381	247	3 395	3 052	-10,1
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	789	758	7 242	7 000	-3,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 400	1 546	14 465	14 295	-1,2
Total	2 189	2 304	21 707	21 295	-1,9
Total des dépenses de programmes	8 982	8 448	82 943	79 513	-4,1
Frais de la dette publique	3 586	3 746	37 381	36 376	-2,7
Total des dépenses budgétaires	12 568	12 194	120 324	115 889	-3,7

la fluctuation des droits et de l'appréciation du transfert de points d'impôt. Les transferts en espèces en vertu du TCSPS ont diminué de 2,4 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 1997-98 par rapport à la même période l'an dernier. De cette somme, une tranche d'environ 1,5 milliard est attribuable à la réduction des droits, alors que l'appréciation du transfert de points d'impôt intervient pour le reste. Un projet de loi visant à devancer d'un an l'entrée en vigueur du plancher garanti de 12,5 milliards de dollars a été déposé. Cette mesure ajoutera 0,2 milliard de dollars aux sommes payées en 1997-98.

- Les dépenses de programmes directes – c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations – ont diminué de 0,5 milliard de dollars.

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	janvier		d'avril à janvier	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	-1 415	-1 662	-7 341	3 316
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-16	239	855	879
Autres	16	112	-394	-281
Total	0	351	461	598
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-445	-184	-858	-387
Comptes de pension de retraite	-183	-194	6 413	5 687
Autres	93	12	298	-232
Total	-535	-366	5 853	5 068
Autres opérations	3 090	3 131	-765	-614
Total des opérations non budgétaires	2 555	3 116	5 549	5 052
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	1 140	1 454	-1 792	8 368
Opérations de change	-2 788	-1 868	-4 994	5 972
Total des besoins financiers ou excédent	-1 648	-414	-6 786	14 340

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	janvier		d'avril à janvier	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	-1 648	-414	-6 786	14 340
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 700	0	28 060	16 888
Obligations d'épargne du Canada	-222	-364	2 740	-2 569
Bons du Trésor	-4 050	-1 400	-34 950	-28 000
Autres	0	0	307	159
Total partiel	-1 572	-1 764	-3 843	-13 522
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	165	101	-178	50
Total	-1 407	-1 663	-4 021	-13 472
Payable en devises				
Obligations négociables	0	0	2 743	-126
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-44	5	-192	-562
Billets du Canada	20	0	1 789	-353
Total	-24	5	4 340	-1 041
Total des opérations de la dette non échue	-1 431	-1 658	319	-14 513
Variation de l'encaisse	-3 079	-2 072	-6 467	-173

Tableau 6
Encaisse, dette non échue et dette au 31 janvier

	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	2 042	9 137
En devises	34	53
Total de l'encaisse	2 076	9 190
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	280 825	299 451
Bons du Trésor	131 150	107 400
Obligations d'épargne du Canada	34 168	30 923
Autres	3 785	3 627
Total partiel	449 928	441 401
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	1 212	1 038
Total	448 716	440 363
Payable en devises		
Obligations négociables	12 257	12 333
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	6 795	7 874
Billets du Canada	2 099	1 768
Total	21 151	21 975
Total de la dette non échue	469 867	462 338

Ces dépenses comprennent les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État et les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris en matière de défense. À la différence de la réduction des droits au titre des transferts à d'autres administrations, qui a pris effet en 1996-97, les mesures de compression instaurées dans les budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné d'importantes compressions dès 1995-96. En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront davantage cette composante des dépenses en 1998-99. Parmi les dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison du calendrier des paiements effectués en marge de la vente du Système de navigation aérienne à NavCan. Les paiements aux sociétés d'État, les dépenses en matière de défense et toutes les autres dépenses ministérielles sont moins élevées, surtout en raison de l'effet des mesures de compression.

Baisse des frais de la dette publique entre avril 1997 et janvier 1998

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,0 milliard de dollars (2,7 p. 100). Ce recul est attribuable à la baisse des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral, de même qu'à la diminution des besoins d'emprunts nets, conséquence de l'amélioration de la situation budgétaire dans son ensemble.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mars 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de février 1998

Excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars en février 1998

Un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars a été enregistré en février 1998, comparativement à un déficit de 0,5 milliard en février 1997. Les recettes budgétaires ont augmenté de 0,9 milliard (7,9 p. 100), et les dépenses de programmes ont baissé de 0,4 milliard (4,3 p. 100). De leur côté, les frais de la dette publique ont été légèrement plus élevés.

L'augmentation d'une année sur l'autre des recettes budgétaires est attribuable en grande partie à la hausse de 0,9 milliard de dollars des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, résultat de la forte croissance des revenus d'emploi. Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,1 milliard, tandis que les rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS) ont affiché une hausse de 0,3 milliard. La hausse des rentrées de TPS découle en partie de la réception des rentrées de janvier 1998, qui ont été retardées par la tempête de verglas dans l'Est du Canada. À l'opposé, les recettes provenant des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 0,1 milliard de dollars, surtout en raison de la réduction des taux de cotisation, qui sont passés de 2,90 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables (pour les salariés) en 1997 à 2,70 dollars en 1998.

La baisse des dépenses de programmes est attribuable à la réduction des dépenses relevant des composantes suivantes : transferts aux autres administrations, subventions et autres paiements de transfert, paiements aux sociétés d'État, dépenses de fonctionnement et dépenses en capital. Par opposition, les paiements de transfert aux particuliers ont été plus élevés. Au chapitre des transferts aux autres administrations, la réduction des transferts en espèces au titre du transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) traduit à la fois la diminution des droits totaux et l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt.

Excédent de 4,1 milliards de dollars d'avril 1997 à février 1998

Pour la période d'avril 1997 à février 1998, le gouvernement fédéral a affiché un excédent de 4,1 milliards de dollars, soit une amélioration de 11,9 milliards par rapport au déficit de 7,8 milliards enregistré à pareille date en 1996-97. Ce revirement est attribuable aux répercussions de la vigueur croissante de l'économie sur les recettes budgétaires et à l'effet sur les dépenses de programmes des mesures de compression prévues dans les budgets de 1994 et de 1995. Les recettes budgétaires ont grimpé de 7,2 milliards de dollars (5,7 p. 100), et les dépenses de programmes ont fléchi de 3,8 milliards (4,1 p. 100), tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 1,0 milliard (2,4 p. 100).

Excédent financier de 12,4 milliards de dollars d'avril 1997 à février 1998

L'excédent budgétaire de 4,1 milliards de dollars et des ressources nettes provenant d'opérations non budgétaires de 7,2 milliards ont donné lieu à un excédent financier de 11,3 milliards, sans tenir compte des opérations de change, soit une amélioration de 10,4 milliards par rapport à la même période en 1996-97. Les opérations de change ont aussi procuré au gouvernement des ressources nettes de 1,0 milliard de dollars, pour un excédent financier total de 12,4 milliards, ce qui représente une amélioration de 16,8 milliards par rapport à la même période l'an dernier. Au cours des 11 premiers mois de 1997-98, les prélèvements sur l'encaisse ont augmenté légèrement par rapport à la fin de l'exercice 1996-97. Donc, depuis le début de 1997-98, une tranche de 12,1 milliards de dollars de la dette contractée sur les marchés a été remboursée. Ce résultat est quelque peu inférieur à celui des 10 premiers mois, le gouvernement ayant accru sa réserve de devises en février 1998.

Ministère des Finances Canada | Department of Finance Canada

Canada

Tableau 1
État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 906	12 844	124 889	132 049
Dépenses de programmes	-8 820	-8 445	-91 764	-87 958
Solde de fonctionnement	3 086	4 399	33 125	44 091
Frais de la dette publique	-3 571	-3 611	-40 952	-39 987
Déficit ou excédent	-485	788	-7 827	4 104
Opérations non budgétaires	3 252	2 163	8 800	7 219
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	2 767	2 951	973	11 323
Opérations de change	-472	-4 941	-5 466	1 031
Total des besoins financiers ou excédent	2 295	-1 990	-4 493	12 354
Opérations de la dette non échue	496	2 455	815	-12 057

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Budget équilibré pour 1997-98

D'après les résultats financiers obtenus jusqu'ici et les progrès attendus pour le reste de l'exercice, et en tenant compte de l'effet des mesures annoncées dans le budget de 1988, le gouvernement présentera un budget équilibré en 1997-98.

Augmentation des recettes budgétaires d'avril 1997 à février 1998

D'avril 1997 à février 1998, les recettes budgétaires ont grimpé de 7,2 milliards de dollars (5,7 p. 100), comparativement à la même période l'an dernier. Cette augmentation est entièrement attribuable à la vigueur de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 5,0 milliards de dollars, résultat d'une hausse des retenues à la source sur le revenu d'emploi correspondant à la forte croissance de l'emploi et à la hausse des montants d'impôt payés à la déclaration, sous l'effet de la croissance du revenu enregistrée pendant l'année d'imposition 1996. En outre, des transferts ont été effectués des recettes des cotisations d'assurance-emploi aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, au titre de rajustements pour des années antérieures.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 3,0 milliards de dollars, résultat de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, elle-même attribuable au redressement de l'économie.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 1,0 milliard de dollars. Cette baisse s'explique par des transferts nets d'environ 0,6 milliard aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers en 1997-98 en raison de paiements en trop pour l'année d'imposition 1996. De plus, les taux des cotisations ont été réduits à partir de janvier 1998, le taux des salariés chutant de 2,90 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables en 1997 à 2,70 dollars en 1998.
- Les rentrées de TPS ont grimpé de 1,4 milliard de dollars, en raison principalement de la vigueur de la demande des consommateurs.
- Les droits de douanes à l'importation sont demeurés relativement les mêmes, la forte croissance des importations observée en 1997 ayant compensé l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 1,7 milliard de dollars. Cette baisse est attribuable en majeure partie à l'inclusion dans les résultats de 1996-97 du produit de la vente du Système de navigation aérienne.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	février		d'avril à février		
	1997	1998	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 257	6 114	60 226	65 263	8,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 778	1 912	12 971	16 012	23,4
Autres	246	220	2 275	2 214	-2,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 281	8 246	75 472	83 489	10,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 791	1 678	17 934	16 976	-5,3
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 609	1 882	14 893	16 324	9,6
Droits de douane à l'importation	204	202	2 299	2 304	0,2
Autres taxes et droits d'accise	676	645	7 432	7 752	4,3
Total des taxes et droits d'accise	2 489	2 729	24 624	26 380	7,1
Total des recettes fiscales	11 561	12 653	118 030	126 845	7,5
Recettes non fiscales	345	191	6 859	5 204	-24,1
Total des recettes budgétaires	11 906	12 844	124 889	132 049	5,7

Baisse des dépenses de programmes d'avril 1997 à février 1998

Dans les 11 premiers mois de 1997-98, les dépenses de programmes ont fléchi de 3,8 milliards de dollars (4,1 p. 100), comparativement à la même période l'an dernier, les dépenses de toutes les grandes composantes, autres que les subventions et autres transferts, ayant enregistré un recul. La baisse des dépenses de programmes est surtout imputable à l'effet des mesures de compression instaurées lors les budgets de 1994 et de 1995 et, dans une moindre mesure, à la croissance de l'économie.

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 0,2 milliard de dollars, uniquement en raison de la baisse des prestations d'assurance-emploi, les prestations aux aînés ayant affiché une hausse. La baisse des prestations d'assurance-emploi résulte d'une diminution de la moyenne des prestations et du nombre de prestataires, ce qui traduit avant tout l'effet des mesures de réforme et la baisse du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 3,0 milliards de dollars, surtout en raison de la réduction des transferts en espèces au titre du TCSPS. Dans son budget de février 1995, le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards de dollars le total des droits en vertu du TCSPS pour 1997-98, en baisse de 1,8 milliard par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces en espèces et sous forme de transferts de points d'impôt. Ce dernier volet représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter d'un montant équivalent leurs taux d'imposition sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Le transfert en espèces, par conséquent, représente la différence entre le total des droits et la valeur accrue du transfert de points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, le transfert en espèces, qui fait partie des dépenses de programmes, dépend à la fois de la fluctuation des droits et de l'appréciation du transfert de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 2,7 milliards de dollars pendant les 11 premiers mois de 1997-98, comparativement à la même période l'an dernier; de ce montant, environ 1,7 milliard était attribuable à la réduction des droits et le reste, à l'appréciation du transfert de points d'impôt et au recouvrement des sommes payées en trop dans les exercices précédents. Un projet de loi a été déposé pour que la garantie en espèces de

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	février		d'avril à février		
	1997	1998	1996-97	1997-98	Variation en pourcentage
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 819	1 880	19 754	20 317	2,9
Prestations d'assurance-emploi	1 133	1 193	11 176	10 418	-6,8
Total	2 952	3 073	30 930	30 735	-0,6
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 267	962	13 860	11 130	-19,7
Transferts fiscaux	737	698	8 543	8 434	-1,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-166	-180	-1 845	-1 964	6,4
Total	1 838	1 480	20 558	17 600	-14,4
Subventions et autres transferts					
Agriculture	136	111	809	654	-19,2
Affaires étrangères	202	205	1 542	1 464	-5,1
Développement des ressources humaines	270	221	1 652	1 350	-18,3
Affaires indiennes et du Nord	212	265	3 249	3 439	5,8
Industrie et développement régional	209	230	1 447	1 570	8,5
Anciens combattants	114	115	1 250	1 254	0,3
Autres	361	302	2 701	3 103	14,9
Total	1 504	1 449	12 650	12 834	1,5
Total des transferts	6 294	6 002	64 138	61 169	-4,6
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	100	56	897	802	-10,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	118	125	1 701	1 528	-10,2
Autres	96	91	1 111	994	-10,5
Total	314	272	3 709	3 324	-10,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	783	741	8 024	7 741	-3,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 429	1 430	15 893	15 724	-1,1
Total	2 212	2 171	23 917	23 465	-1,9
Total des dépenses de programmes	8 820	8 445	91 764	87 958	-4,1
Frais de la dette publique	3 571	3 611	40 952	39 987	-2,4
Total des dépenses budgétaires	12 391	12 056	132 716	127 945	-3,6

12,5 milliards de dollars soit appliquée un an plus tôt que prévu, ce qui résultera en un paiement additionnel de 0,2 milliard en 1997-98.

- Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont baissé de 0,7 milliard de dollars.

Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les frais de fonctionnement et les immobilisations de l'appareil gouvernemental, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de

Tableau 4

Déficit et besoins financiers ou excédent

	février		d'avril à février	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	-485	788	-7 827	4 104
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	23	216	878	1 095
Autres	-17	-20	-411	-300
Total	6	196	467	795
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	509	42	-350	-344
Comptes de pension de retraite	-232	-296	6 181	5 391
Autres	143	49	441	-181
Total	420	-205	6 272	4 866
Autres opérations	2 826	2 172	2 061	1 558
Total des opérations non budgétaires	3 252	2 163	8 800	7 219
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	2 767	2 951	973	11 323
Opérations de change	-472	-4 941	-5 466	1 031
Total des besoins financiers ou excédent	2 295	-1 990	-4 493	12 354

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	février		d'avril à février	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	2 295	-1 990	-4 493	12 354
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 600	-3 100	31 660	13 788
Obligations d'épargne du Canada	-405	-186	2 335	-2 755
Bons du Trésor	-2 750	1 800	-37 700	-26 200
Autres	-316	-169	-9	-10
Total partiel	129	-1 655	-3 714	-15 177
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	135	94	-43	145
Total	264	-1 561	-3 757	-15 032
Payable en devises				
Obligations négociables	0	2 906	2 743	2 780
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	232	1 110	40	548
Billets du Canada	0	0	1 789	-353
Total	232	4 016	4 572	2 975
Total des opérations de la dette non échue	496	2 455	815	-12 057
Variation de l'encaisse	2 791	465	-3 678	297

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 28 février

	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	4 862	9 647
En devises	5	8
Total de l'encaisse	4 867	9 655
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	284 425	296 351
Bons du Trésor	128 400	109 200
Obligations d'épargne du Canada	33 763	30 738
Autres	3 469	3 458
Total partiel	450 057	439 747
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	1 076	943
Total	448 981	438 804
Payable en devises		
Obligations négociables	12 257	15 240
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	7 026	8 984
Billets du Canada	2 099	1 768
Total	21 382	25 992
Total de la dette non échue	470 363	464 796

compression instaurées lors des budgets de 1994 et de 1995 ont entraîné des réductions importantes commençant en 1995-96. En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront davantage les dépenses de cette composante en 1998-99. Au chapitre des dépenses de programmes directes, les autres paiements de transfert ont augmenté, surtout en raison de la chronologie des paiements associés à la vente du Système de navigation aérienne à NavCan. Pour leur part, les versements aux sociétés d'État, les dépenses en matière de défense et toutes les autres dépenses ministérielles ont été inférieures. Ces baisses reflètent surtout l'effet des mesures de compression.

Baisse des frais de la dette publique d'avril 1997 à février 1998

Les frais de la dette publique ont chuté de 1,0 milliard de dollars (2,4 p. 100), d'une année sur l'autre. Cette baisse traduit la réduction des taux d'intérêt réels moyens sur la dette du gouvernement fédéral.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Avril 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mars 1998

Excédent budgétaire de 63 millions de dollars en mars 1998

Un excédent budgétaire de 63 millions de dollars a été enregistré en mars 1998, comparativement à un déficit de 1,8 milliard en mars 1997.

L'augmentation de 2,8 milliards de dollars des recettes budgétaires est essentiellement attribuable à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés. Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 1,1 milliard. Environ la moitié de cette hausse découle de facteurs particuliers, y compris l'incidence des remboursements moins élevés au titre de l'impôt des particuliers en mars 1998 et un transfert de fonds au Compte de perception de l'impôt provincial en mars 1997. Le reste de l'augmentation est essentiellement attribuable à la forte croissance de l'économie. Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés se sont accrues de 1,2 milliard, reflétant ainsi la hausse des paiements finals relativement à l'année d'imposition 1997.

Les augmentations des prestations d'assurance-emploi (en hausse de 0,3 milliard), des transferts en espèces aux autres administrations (en hausse de 0,4 milliard) et des dépenses de fonctionnement et en capital (en hausse de 0,4 milliard) expliquent l'augmentation de 1 milliard de dollars des dépenses de programmes d'un exercice à l'autre. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est liée à la chronologie des paiements, étant donné que le nombre de chômeurs était plus faible. Les transferts en vertu de l'ancien Financement des programmes établis, relativement aux moins-payés de 1995-96, expliquent la plus grande partie de l'augmentation des transferts aux autres administrations. L'augmentation des dépenses de fonctionnement et en capital est attribuable à un règlement judiciaire et à la chronologie des paiements.

Cumul de l'année : excédent budgétaire de 4,2 milliards de dollars

Pour la période d'avril 1997 à mars 1998, l'excédent budgétaire s'est établi à 4,2 milliards de dollars, par rapport à un déficit budgétaire de 9,6 milliards au cours de la période correspondante de 1995-96.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de 10,0 milliards, ou 7,3 p. 100, d'un exercice à l'autre. La totalité de la hausse est attribuable à la croissance de l'économie.
- Les dépenses de programmes ont diminué de 2,8 milliards, ou 2,7 p. 100, reflétant principalement l'incidence des mesures de compression introduites dans les budgets de 1994 et de 1995.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 1,0 milliard, ou 2,3 p. 100, ce qui reflète la baisse des taux d'intérêt, particulièrement les taux à court terme.

Présentation des résultats finals à l'automne

Les résultats financiers d'avril 1997 à mars 1998 ne sont pas finals, en qui a trait à l'exercice 1997-98. Il reste à faire les redressements comptables habituels de fin d'exercice.

- De façon cohérente avec les principes comptables du gouvernement, ces redressements comptables de fin d'exercice comprennent les augmentations des dépenses de programmes pour inclure les coûts des engagements pris au cours de l'exercice, à l'égard desquels aucun paiement n'a été fait en 1997-98. Des redressements ont aussi été apportés aux recettes budgétaires, essentiellement pour refléter les fonds en transit à la fin de l'exercice.
- Selon les résultats financiers cumulatifs, combinés à l'évolution prévue au cours de la période de fin d'exercice, en incluant l'incidence des engagements annoncés dans le budget de 1998, comme les bourses d'études canadiennes du millénaire, un budget équilibré sera présenté en 1997-98.

Les résultats financiers vérifiés finals seront présentés dans le *Rapport financier annuel*, dont la publication est prévue à l'automne 1998.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

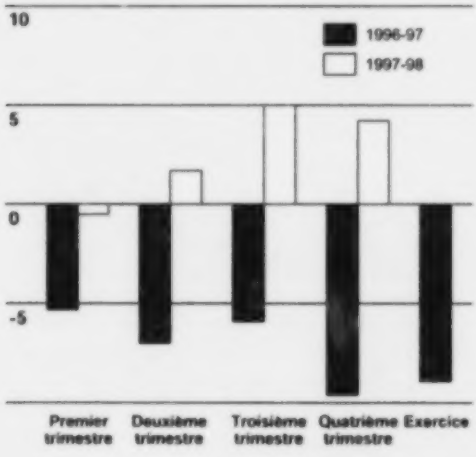
	mars		d'avril à mars	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 422	15 271	137 312	147 320
Dépenses de programmes	-10 434	-11 478	-102 198	-99 437
Excédent de fonctionnement	1 988	3 793	35 114	47 883
Frais de la dette publique	-3 798	-3 730	-44 750	-43 716
Déficit ou excédent	-1 810	63	-9 636	4 167
Opérations non budgétaires	1 967	1 333	10 768	8 549
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	157	1 396	1 132	12 716
Opérations de change	-2 058	-2 871	-7 524	-1 840
Total des besoins financiers ou excédent	-1 901	-1 475	-6 392	10 876
Opérations de la dette non échue	6 377	2 163	7 192	-9 896

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Le solde budgétaire fédéral 1996-97 et 1997-98

Cumul annuel

en milliards de dollars



Augmentation de 10,0 milliards de dollars des recettes budgétaires d'avril 1997 à mars 1998

D'avril 1997 à mars 1998, les recettes budgétaires ont augmenté de 10,0 milliards de dollars, ou 7,3 p. 100, d'un exercice à l'autre. L'augmentation reflète surtout la forte croissance soutenue de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,2 milliards, ou 9,8 p. 100. Cette hausse est attribuable aux hausses des impôts payés lors du dépôt des déclarations et aux acomptes provisionnels trimestriels, relativement à la croissance plus forte des revenus au cours de l'année d'imposition 1996, ainsi qu'à des retenues sur salaires plus élevées, conformément aux fortes améliorations de l'emploi depuis le début de l'exercice précédent.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés se sont accrues de 4,3 milliards, ou 26,5 p. 100, en raison d'une hausse des bénéfices des sociétés, à la suite du renforcement de l'économie. Les rentrées de la période de règlement en mars 1998, relativement aux sociétés dont l'année d'imposition s'est terminée à la fin de décembre 1997, se sont établies à 1,2 milliard.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 1,0 milliard, ou 5,3 p. 100. La plus grande partie de cette baisse est attribuable à l'incidence du changement aux exigences de versement mises en vigueur en

Tableau 2

Recettes budgétaires

	mars		d'avril à mars		
	1996	1997	1996-97	1997-98	Variation
	(en millions de dollars)				(en %)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	2 948	4 075	63 175	69 338	9,8
Impôt sur le revenu des sociétés	3 131	4 361	16 102	20 373	26,5
Autres	175	202	2 449	2 415	-1,4
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 254	8 638	81 726	92 126	12,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 866	1 781	19 800	18 758	-5,3
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 765	1 803	16 658	18 126	8,8
Droits de douane à l'importation	204	284	2 503	2 588	3,4
Taxes de vente et d'accise	595	698	8 028	8 450	5,3
Total des taxes et des droits d'accise	2 564	2 785	27 189	29 164	7,3
Total des recettes fiscales	10 684	13 204	128 715	140 048	8,8
Recettes non fiscales	1 738	2 067	8 597	7 272	-15,4
Total des recettes budgétaires	12 422	15 271	137 312	147 320	7,3

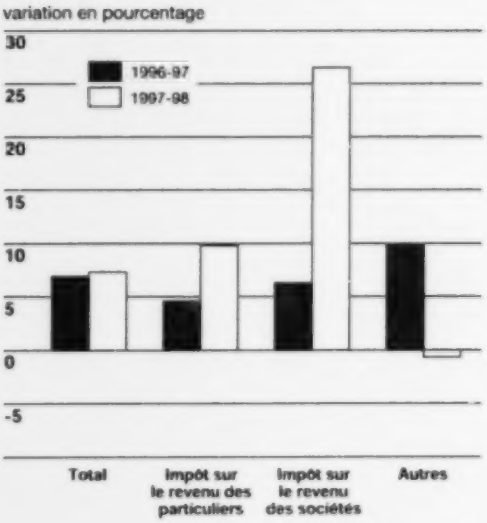
janvier 1997. Cela a donné lieu à une augmentation ponctuelle d'environ 1 milliard des recettes tirées des cotisations au cours du dernier trimestre de 1996-97. L'incidence des taux de cotisation plus faibles a été contrebalancée par l'augmentation de la population active occupée.

- Les recettes nettes de TPS ont augmenté de 1,5 milliard, ou 8,8 p. 100, selon la croissance des dépenses de consommation assujetties à cette taxe.
- Les droits de douane à l'importation ont légèrement augmenté, puisque la forte croissance des importations constatée en 1997 a plus que contrebalancé l'incidence des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise se sont accrus de 0,4 milliard, ou 5,3 p. 100.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent les revenus de placements et les autres recettes non fiscales comme les honoraires et les produits de la vente, entre autres, ont baissé de 1,3 milliard, ou 15,4 p. 100. La diminution découle de l'inscription dans les résultats de 1996-97 du produit (1,5 milliard) tiré de la vente du Système de navigation aérienne.

En fonction des résultats cumulatifs, il est prévu que le résultat final des recettes budgétaires sera un peu plus élevé que celui qui est prévu dans le budget de février 1998. Le résultat final dépendra des sommes reçues en mars 1998, mais qui ne seront remises au receveur général qu'en avril 1998.

Recettes budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, d'avril à mars



Baisse de 2,8 milliards de dollars des dépenses de programmes d'avril 1997 à mars 1998

Les dépenses de programmes ont baissé de 2,8 milliards de dollars, ou 2,7 p. 100, d'avril 1997 à mars 1998, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des dépenses découle principalement de l'incidence des mesures de compression introduites dans les budgets de 1994 et de 1995 et, à un moindre degré, de la croissance de l'économie.

Les principaux transferts aux personnes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, uniquement en raison de la hausse des prestations aux aînés (en hausse de 0,6 milliard), alors que les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,5 milliard.

- La hausse des prestations aux aînés reflète une augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et de la moyenne des prestations, qui sont indexées sur l'inflation.
- La baisse des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable à la diminution du nombre de prestataires, traduisant principalement l'incidence des mesures de réforme et une baisse du nombre de chômeurs.

Les principaux transferts aux autres administrations ont chuté de 2,5 milliards de dollars, reflétant la réduction des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). En revanche, les transferts fiscaux ont augmenté de 0,3 milliard.

- Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait fixé à 25,1 milliards les droits en vertu du TCSPS en 1997-98, en baisse de 1,8 milliard par rapport à 1996-97. Ces droits sont versés aux provinces sous forme de transferts de points d'impôt et en espèces. Le transfert de points d'impôt représente la valeur de la marge fiscale que réserve le gouvernement fédéral aux provinces, ce qui leur permet d'augmenter leurs taux d'imposition d'un montant équivalent sans que les contribuables ne s'en ressentent. La valeur du transfert de points d'impôt augmente donc en fonction de la croissance des assiettes fiscales applicables. Par conséquent, les transferts en espèces représentent la différence entre les droits et la valeur accrue du transfert des points d'impôt. Comme il s'agit d'une somme résiduelle, les transferts en espèces, qui font partie des dépenses de programmes, sont touchés non seulement par le changement apporté aux droits, mais aussi par la croissance de la valeur du transfert de points d'impôt. Les transferts en espèces au titre du TCSPS ont diminué de 2,7 milliards d'avril 1997 à mars 1998, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. De ce montant, environ 1,8 milliard est attribuable à la réduction des droits et le reste, à l'augmentation de la valeur du transfert de points d'impôt. Le gouvernement a annoncé que l'apport en espèces du transfert au titre du TCSPS ne diminuera pas en deçà de 12,5 milliards pendant la période de 1997-98 à 2002-03. La loi liée à ce changement est en cours d'étude au parlement. En vertu de la loi actuelle, le transfert en espèces ne peut être inférieur à 11 milliards.
- L'augmentation des transferts fiscaux est essentiellement attribuable aux paiements finals du Financement des programmes établis (remplacé depuis par le TCSPS) pour l'exercice 1995-96. De plus, les transferts du Programme de péréquation ont légèrement augmenté.

Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont baissé de 0,4 milliard de dollars d'avril 1997 à mars 1998, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Sont compris dans cette composante les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les dépenses de fonctionnement et en immobilisations du gouvernement, dont la défense. À la différence de la réduction des droits accordés aux autres administrations, qui est entrée en vigueur en 1996-97, les mesures de compression introduites dans les budgets de 1994 et 1995 ont entraîné des réductions importantes commençant en 1995-96. En outre, les mesures de compression annoncées dans le cadre de l'Examen des programmes prévu dans le budget de mars 1996 réduiront davantage les dépenses liées à cette composante en 1998-99.

Dépenses budgétaires 1996-97 et 1997-98

Augmentation d'une année sur l'autre, d'avril à mars

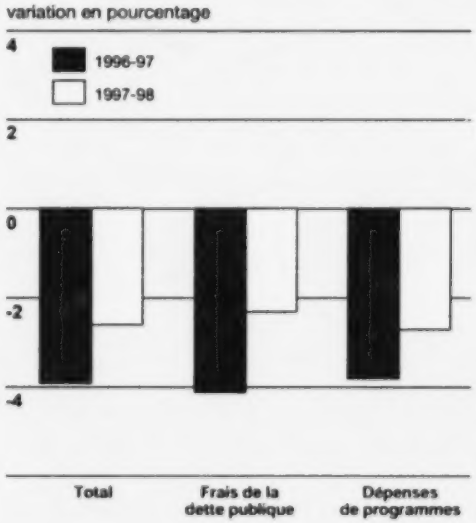


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	mars		d'avril à mars		
	1997	1998	1996-97	1997-98	Variation
	(en millions de dollars)				(en %)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1 841	1 894	21 594	22 212	2,9
Prestations d'assurance-emploi	1 176	1 479	12 352	11 897	-3,7
Total	3 017	3 373	33 946	34 109	0,5
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 051	1 103	14 911	12 233	-18,0
Transferts fiscaux	607	1 012	9 150	9 446	3,2
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-167	-156	-2 012	-2 120	5,4
Total	1 491	1 959	22 049	19 559	-11,3
Subventions et autres transferts					
Agriculture	90	150	899	804	-10,6
Affaires étrangères	338	362	1 881	1 825	-3,0
Développement des ressources humaines	173	272	1 826	1 622	-11,2
Affaires indiennes et du Nord	179	221	3 428	3 660	6,8
Industrie et développement régional	278	332	1 725	1 902	10,3
Anciens combattants	113	114	1 363	1 368	0,4
Autres	1 853	1 530	4 554	4 633	1,7
Total	3 024	2 981	15 676	15 814	0,9
Total des transferts	7 532	8 313	71 671	69 482	-3,1
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	100	61	997	863	-13,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	197	135	1 898	1 663	-12,4
Autres	108	86	1 220	1 080	-11,5
Total	405	282	4 115	3 606	-12,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	687	811	8 712	8 552	-1,8
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 810	2 072	17 700	17 797	0,5
Total	2 497	2 883	26 412	26 349	-0,2
Total des dépenses de programmes	10 434	11 478	102 198	99 437	-2,7
Frais de la dette publique	3 798	3 730	44 750	43 716	-2,3
Total des dépenses budgétaires	14 232	15 208	146 948	143 153	-2,6

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins financiers ou excédent

	mars		d'avril à mars	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Déficit (-) ou excédent (+)	-1 810	63	-9 636	4 167
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-4	148	874	1 243
Autres	-54	0	-465	-301
Total	-58	148	409	942
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	467	803	117	459
Comptes de pension de retraite	2 570	2 692	8 751	8 083
Autres	87	207	528	26
Total	3 124	3 702	9 396	8 568
Autres opérations	-1 099	-2 517	963	-961
Total des opérations non budgétaires	1 967	1 333	10 768	8 549
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	157	1 396	1 132	12 716
Opérations de change	-2 058	-2 871	-7 524	-1 840
Total des besoins financiers ou excédent	-1 901	-1 475	-6 392	10 876

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	mars		d'avril à mars	
	1997	1998	1996-97	1997-98
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	-1 901	-1 475	-6 392	10 876
Opérations de la dette non échue				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-1 989	-1 810	29 671	11 978
Obligations d'épargne du Canada	-259	-145	2 076	-2 900
Bons du Trésor	7 000	3 100	-30 700	-23 100
Autres	-1	-1	-11	-11
Sous-total	4 751	1 144	1 036	-14 033
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	194	98	152	241
Total	4 945	1 242	1 188	-13 792
Payables en devises				
Obligations négociables	0	629	2 743	3 409
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	1 410	436	1 450	984
Billets du Canada	22	-144	1 811	-497
Total	1 432	921	6 004	3 896
Total des opérations de la dette non échue	6 377	2 163	7 192	-9 896
Variation de l'encaisse	4 476	688	800	980

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 mars

	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	9 254	10 293
En devises	89	49
Total de l'encaisse	9 343	10 342
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	282 436	294 541
Bons du Trésor	135 400	112 300
Obligations d'épargne du Canada	33 503	30 593
Autres	3 467	3 456
Total partiel	454 806	440 890
Moins :		
Dette non échue détenue par le gouvernement	883	846
Total	453 923	440 044
Payable en devises		
Obligations négociables	12 257	15 869
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	8 436	9 420
Billets du Canada	2 121	1 624
Total	22 814	26 913
Total de la dette non échue	476 737	466 957

- Au chapitre des dépenses de programmes directes, les paiements aux sociétés d'État ont diminué de 0,5 milliard et les dépenses de fonctionnement et en immobilisations, de 0,1 milliard. Ces baisses reflètent principalement l'incidence des mesures de compression, quoique l'incidence nette ait été limitée par la chronologie des paiements et les coûts liés aux élections générales de juin 1997. Les autres transferts ont légèrement augmenté, partiellement en raison des dépenses découlant des inondations au Manitoba et de la tempête de verglas dans l'Est du Canada.

Baisse de 1,0 milliard de dollars des frais de la dette publique d'avril 1997 à mars 1998

Les frais de la dette publique ont chuté de 1,0 milliard de dollars, ou 2,3 p. 100, d'un exercice à l'autre. Cette baisse traduit la réduction de la moyenne des taux d'intérêts effectifs sur la dette du gouvernement fédéral.

Excédent financier en 1997-98

Même si les résultats budgétaires finals ne sont pas disponibles avant l'automne 1998, les résultats de l'excédent financier d'avril à mars ne différeront pas de façon importante des résultats vérifiés finals, étant donné que les résultats financiers mesurent la différence entre les encaissements et les décaissements du gouvernement, tandis que les résultats du solde budgétaire sont établis selon une comptabilité de caisse modifiée. Les résultats de l'excédent financier sont généralement supérieurs à l'excédent budgétaire, puisque le premier comprend les opérations d'emprunts, d'investissement et d'avances, les comptes de pension des fonctionnaires, d'autres comptes à fins déterminées et les changements aux autres actifs et passifs financiers. Ces activités sont incluses dans les opérations non budgétaires. De plus, l'excédent budgétaire est en grande partie établi en fonction de la comptabilité d'exercice. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est aussi reflétée dans les opérations non budgétaires. En bout de ligne, celles-ci fournissent habituellement une ressource nette au gouvernement.

Les opérations non budgétaires ont fourni une ressource nette de 8,5 milliards de dollars au gouvernement d'avril 1997 à mars 1998, comparativement à 10,8 milliards au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est attribuable au transfert d'avoirs de retraite à Nav Canada et au paiement spécial ponctuel à la Fondation canadienne pour l'innovation.

L'excédent budgétaire de 4,2 milliards de dollars et une ressource nette provenant des opérations non budgétaires de 8,5 milliards ont donné lieu à un apport financier de 12,7 milliards, excluant les opérations de change, au 31 mars 1998. Le budget de février 1998 prévoyait un excédent financier, excluant les opérations de change, de 12,0 milliards pour 1997-98. Une ressource nette de 1,1 milliard a été dégagée en 1996-97.

L'objectif du Compte du fonds des changes est de favoriser l'ordre et la stabilité des marchés de change. Il accomplit cette fonction en achetant des devises (en vendant des dollars canadiens) lorsqu'il y a des pressions à la hausse sur le dollar canadien et en vendant des devises (en achetant des dollars canadiens) en cas de pression à la baisse. Les estimations préliminaires indiquent un besoin net de 1,8 milliard de dollars pour les opérations de change en 1997-98, comparativement à 7,5 milliards en 1996-97.

Il découle des estimations préliminaires qu'il y a eu un excédent financier, y compris les opérations de change, de 10,9 milliards de dollars en 1997-98, par rapport à un besoin net de 6,4 milliards en 1996-97.

Le gouvernement fédéral a remboursé une tranche de 9,9 milliards de sa dette contractée sur les marchés. De plus, la structure de la dette du gouvernement a été considérablement modifiée, afin de réduire davantage les risques liés aux variations imprévues des taux d'intérêt. La part de la dette en instruments à court terme à taux flottant, essentiellement les bons du Trésor, a été réduite, tandis que celle en instruments à long terme a augmenté.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxes sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus de même que le produit net tiré de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada. Dans ses remarques sur les états financiers de 1996-97, le vérificateur général a posé la question de l'utilité du Compte, en raison de la nature fondamentale du Trésor. Le gouvernement a répondu qu'il étudierait la question.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97
			(en millions de dollars)			
Recettes brutes de TPS	29 5643	0 516	32 652	36 715	38 048	40 733
Moins :						
Remboursements	11 3301	2 138	14 271	17 112	18 874	19 782
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872
Recettes nettes de TPS	15 1681	4 868	15 696	16 787	16 374	18 079
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325	
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3
Produits pour le Compte	15 1901	5 050	15 786	16 916	16 835	18 238

Source : *Comptes publics du Canada* – 1997

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pout tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet au http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mai 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'avril 1998

Augmentation de l'excédent budgétaire en avril 1998

Un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars a été enregistré en avril 1998, en hausse de 0,1 milliard de dollars par rapport à l'estimation retraitée pour avril 1997 (voir la Note aux utilisateurs). D'un exercice sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,6 p. 100, tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 p. 100. Les dépenses de programmes ont, quant à elles, augmenté de 1,0 p. 100.

L'augmentation d'un exercice sur l'autre des recettes budgétaires reflète les fortes augmentations dans les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et celui des sociétés – dont l'effet net a été atténué par la baisse des rentrées des prestations d'assurance-emploi et des recettes de taxe sur les produits et services (TPS).

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,4 p. 100, soit 0,4 milliard de dollars, surtout en raison d'une forte hausse du taux d'emploi depuis le début de l'exercice et d'une augmentation des impôts payés à la déclaration pour l'année d'imposition 1997. L'augmentation globale a été modérée par la hausse de 15,3 p. 100, ou 0,6 milliard de dollars, des remboursements d'impôt.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 7,4 p. 100, ou 0,1 milliard de dollars.
- Les prestations d'assurance-emploi ont chuté de 5,2 p. 100, ou 0,1 milliard de dollars. Cette baisse est attribuable à la réduction des taux de cotisation. Le taux de cotisation des employés en 1998 est de 2,70 dollars (par tranche de 100 dollars de gains assurables), en comparaison de 2,90 dollars en 1997. La réduction des taux de cotisation compense largement l'effet de l'augmentation du nombre d'employés sur les recettes tirées des prestations globales.
- Les recettes nettes de TPS ont chuté de 8,9 p. 100, ou 0,2 milliard de dollars, étant donné que l'augmentation des remboursements a largement compensé la forte hausse des recettes brutes.
- Les autres composantes des recettes sont demeurées à peu près les mêmes par rapport au niveau de l'exercice précédent.

L'augmentation des dépenses de programmes est largement attribuable au niveau plus élevé des subventions et autres transferts découlant des obligations contractées en vertu des accords de Bretton Woods et des accords connexes, ainsi qu'aux indemnités versées par suite de la tempête de verglas dans l'Est du Canada. Parmi les autres composantes, mentionnons les suivantes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont légèrement augmenté étant donné que la hausse des prestations aux aînés a largement compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres paliers de gouvernement ont légèrement diminué, surtout en raison des recouvrements en vertu des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés inchangés étant donné que la loi empêche l'apport annuel en espèces de ce transfert de tomber sous la barre des 12,5 milliards de dollars entre 1997-98 et 2002-03.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Avril	
	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Opérations budgétaires		
Recettes	12 302	12 500
Dépenses de programmes	-7 386	-7 462
Solde de fonctionnement	4 916	5 038
Frais de la dette publique	-3 467	-3 454
Déficit ou excédent	1 449	1 584
Opérations non budgétaires	-4 444	-3 856
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-2 995	-2 272
Opérations de change	3 589	1 287
Total des besoins financiers ou excédent	594	-985
Opérations de la dette non échue	-5 092	-5 557

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les paiements aux sociétés d'État sont demeurés les mêmes, tandis que les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital ont diminué, traduisant l'effet des mesures de compression prévues dans le budget de 1996.

La baisse des frais de la dette publique est attribuable à la diminution de la dette portant intérêt ainsi qu'à la réduction de la moyenne des taux d'intérêt effectifs sur cette dette.

Augmentation du total des besoins financiers en avril 1998

Malgré un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars, le total des besoins financiers s'est élevé à 1,0 milliard de dollars en avril 1998, comparativement à un excédent financier de 0,6 milliard en avril 1997. Cela est attribuable à une diminution des ressources nettes provenant des opérations de change. En avril 1998, les opérations de change ont procuré au gouvernement des ressources nettes de 1,3 milliard de dollars, comparativement à 3,6 milliards en avril 1997. Les opérations non budgétaires ont engendré un besoin net de 3,9 milliards de dollars en avril 1998, en baisse d'un besoin net de 4,4 milliards en avril 1997.

Baisse de la dette contractée sur les marchés

En avril 1998, le gouvernement a remboursé une tranche de 5,6 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés en réduisant les soldes de son encaisse. En tout, les soldes de l'encaisse ont été réduits de 6,5 milliards.

Note aux utilisateurs

Le présent numéro de *La revue financière* marque l'instauration d'un certain nombre de redressements comptables apportés pour que les résultats budgétaires mensuels fassent mieux état de la situation en cours et pour réduire l'ampleur des redressements de fin d'exercice. Les résultats mensuels pour 1997-98 sont retraités de façon à permettre la comparaison d'un exercice sur l'autre. Ces modifications n'auront aucune incidence sur les besoins ou les excédents financiers. Les modifications répondent en grande partie aux suggestions contenues dans le chapitre 3 du rapport d'avril 1997 du vérificateur général.

La date de versement de certaines recettes (surtout la TPS) est le dernier jour du mois. Cela signifie que la plupart de ces recettes ne sont pas déposées dans les comptes publics avant le premier jour ouvré du mois suivant. Si le dernier jour du

Tableau 2

Recettes budgétaires

	Avril		
	1997	1998	Variation
	(en millions de dollars)		(%)
Impôt sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	5 835	6 209	6,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 156	1 241	7,4
Autres	297	286	-3,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 288	7 736	6,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 844	1 748	-5,2
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	1 979	1 803	-8,9
Droits de douane à l'importation	153	174	13,7
Autres taxes et droits d'accise	666	621	-6,8
Total des taxes et droits d'accise	2 798	2 598	-7,1
Total des recettes fiscales	11 930	12 082	1,3
Recettes non fiscales	372	418	12,4
Total des recettes budgétaires	12 302	12 500	1,6

mois coïncide avec un congé férié ou un jour de fin de semaine, ces recettes ne sont souvent pas déposées avant le deuxième jour ouvré du mois suivant. Même si des redressements sont apportés en fin d'exercice pour affecter ces recettes à l'exercice correspondant, ceux-ci n'étaient pas apportés chaque mois jusqu'ici. Les recettes, surtout celles d'avril, étaient donc grandement sous-estimées étant donné que les redressements n'étaient apportés qu'à la fin de l'exercice – dans la période de fin d'exercice. En outre, il existait souvent de grands écarts d'un exercice sur l'autre au chapitre de la comptabilisation mensuelle des recettes, uniquement en raison de l'écart temporaire de ces versements, ce qui compliquait l'analyse des résultats courants. En conséquence, les recettes applicables au mois en cours sont dorénavant exigibles avant la fin du deuxième jour ouvré du mois suivant, plutôt que le dernier jour du mois.

Même si les dépenses budgétaires sont déterminées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, un certain nombre de redressements n'étaient auparavant apportés qu'en fin d'exercice, notamment les charges à payer au chapitre des salaires et des traitements et l'amortissement des soldes actuariels dans la caisse de retraite de la fonction publique. Ces redressements seront dorénavant effectués chaque mois, pourvu que des estimations raisonnables puissent être établies.

Grâce à ces modifications, les résultats mensuels seront établis selon une méthode comptable qui ressemble davantage à celle qui sert à déterminer les données définitives de fin d'exercice.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Avril		
	1997	1998	Variation
	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	1 790	1 821	1,7
Prestations d'assurance-emploi	1 134	1 114	-1,8
Total	2 924	2 935	0,4
Autres administrations			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0
Transferts fiscaux	638	642	0,6
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-187	5,1
Total	1 502	1 497	-0,3
Subventions et autres transferts			
Agriculture	4	5	25,0
Affaires étrangères	49	100	104,1
Santé	68	84	23,5
Développement des ressources humaines	52	58	11,5
Affaires indiennes et du Nord	716	778	8,7
Industrie et développement régional	79	72	-8,9
Anciens combattants	112	114	1,8
Autres	200	190	-5,0
Total	1 280	1 401	9,5
Total des transferts	5,706	5 833	2,2
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	112	147	31,3
Société canadienne d'hypothèques et de logement	139	125	-10,1
Autres	137	116	-15,3
Total	388	388	0,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital			
Défense	355	346	-2,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	937	895	-4,5
Total	1 292	1 241	-3,9
Total des dépenses de programmes	7 386	7 462	1,0
Frais de la dette publique	3 467	3 454	-0,4
Total des dépenses budgétaires	10 853	10 916	0,6

Tableau 4

Solde budgétaire et solde financier

	Avril	
	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Déficit(-) ou excédent(+)	1 449	1 584
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	-253	101
Autres	22	93
Total	-231	194
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	513	599
Comptes de pension de retraite	406	565
Autres	-26	-40
Total	893	1 124
Autres opérations	-5 106	-5 174
Total des opérations non budgétaires	-4 444	-3 856
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-2 995	-2 272
Opérations de change	3 589	1 287
Total des besoins financiers ou excédent	594	-985

Tableau 5

Solde financier et opérations de la dette non échue

	Avril	
	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Total des besoins financiers ou excédent	594	-985
Opérations de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	0	0
Obligations d'épargne du Canada	-289	-629
Bons du Trésor	-3 700	-4 200
Autres	-1	-1
Total partiel	-3 990	-4 830
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	143	90
Total	-3 847	-4 740
Payable en devises		
Obligations négociables	0	0
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	-940	-817
Billets du Canada	-305	0
Total	-1 245	-817
Total des opérations de la dette non échue	-5 092	-5 557
Variation de l'encaisse	-4 498	-6 542

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et solde de la dette

	31 mars 1998	30 avril 1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	10 243	3 741
En devises	49	8
Total de l'encaisse	10 292	3 749
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	294 541	294 541
Bons du Trésor	112 300	108 100
Obligations d'épargne du Canada	30 593	29 964
Autres	3 456	3 455
Total partiel	440 890	436 060
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	846	756
Total	440 044	435 304
Payable en devises		
Obligations négociables	15 869	15 869
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	9 420	8 603
Billets du Canada	1 624	1 624
Total	26 913	26 096
Total de la dette non échue	466 957	461 400

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Juillet 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mai 1998

Excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars en mai 1998

Un excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars a été enregistré en mai 1998, comparativement à un déficit retraité de 37 millions en mai 1997. Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,6 milliard (14,5 p. 100), tandis que les dépenses de programmes ont diminué de 0,1 milliard (1,7 p. 100). Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard (6,5 p. 100).

L'augmentation des recettes budgétaires était essentiellement attribuable aux hausses des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers (1,0 milliard), des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) (en hausse de 0,4 milliard) et des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés (en hausse de 0,3 milliard).

- L'augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers reflétait à la fois la forte croissance des retenues à la source en raison de la hausse de l'emploi et de l'impôt payé à la déclaration pour l'année d'imposition 1997.
- L'augmentation des recettes de la TPS était partiellement attribuable à la hausse des remboursements en mai 1997, ceux-ci faisant baisser les recettes de ce mois-là.
- À l'opposé, les recettes des cotisations d'assurance-emploi étaient plus faibles, ce qui reflétait la baisse des taux de cotisation pour 1998.

La diminution des dépenses de programmes découlait principalement de la baisse des dépenses de programmes directes, reflétant ainsi l'incidence des mesures budgétaires de 1996. L'augmentation des frais de la dette publique était essentiellement attribuable à la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens, ce qui reflétait les modifications apportées à la structure de la dette publique portant intérêt.

Excédent budgétaire de 3,0 milliards de dollars en avril et en mai 1998

Au cours des deux premiers mois de l'exercice 1998-99, l'excédent budgétaire a été estimé à 3,0 milliards de dollars, en hausse de 1,6 milliard par rapport à l'excédent retraité de 1,4 milliard de dollars prévu au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation était principalement attribuable à la vigueur soutenue de l'économie. Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,8 milliard (7,6 p. 100). Les dépenses de programmes ont baissé de 0,1 milliard (0,3 p. 100), mais cela a été plus que contrebalancé par les frais plus élevés de la dette publique (0,2 milliard, ou 3,0 p. 100).

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,4 milliard, ou 12,4 p. 100, reflétant ainsi à la fois les hausses de l'impôt payé à la déclaration, en raison de la forte croissance du revenu au cours de l'année d'imposition 1997, et des retenues à la source sur le revenu d'emploi, en raison de l'augmentation du nombre de personnes ayant un emploi.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,4 milliard, ou 17,3 p. 100, à la suite de la hausse des bénéfices bruts des sociétés, conformément à la vigueur soutenue de certains secteurs de l'économie.
- Les recettes des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 0,2 milliard, ou 4,3 p. 100, en raison des taux de cotisation plus faibles. En 1998, le taux de cotisation des employés est de 2,70 dollars (par tranche de 100 dollars de gains assurables), par rapport à un taux de 2,90 dollars en 1997 (compte tenu d'une baisse comparable du taux des employeurs). Cette baisse des taux de cotisation a plus que

Tableau 1

État sommaire des opérationss

	mai		d'avril à mai	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	10 789	12 352	23 090	24 853
Dépenses de programmes	-7 453	-7 324	-14 838	-14 788
Solde de fonctionnement	3 336	5 028	8 252	10 065
Frais de la dette publique	-3 373	-3 593	-6 840	-7 046
Déficit ou excédent	-37	1 435	1 412	3 019
Opérations non budgétaires	3 058	4 187	-1 385	331
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	3 021	5 622	27	3 350
Opérations de change	-1 698	1 178	1 891	2 465
Total des besoins financiers ou excédent	1 323	6 800	1 918	5 815
Opérations de la dette non échue	-3 224	-5 682	-8 317	-11 239
Variation de l'encaisse	-1 091	1 118	-6 399	-5 424

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

contrebalancé l'incidence de l'augmentation du nombre de personnes ayant un emploi sur les recettes globales des cotisations.

- Les recettes de la TPS ont augmenté de 0,2 milliard, ou 7,7 p. 100. Cette hausse est conforme à la croissance de la demande intérieure.
- Les droits d'importation ont baissé de 0,1 milliard, ou 15,3 p. 100, ce qui reflétait l'incidence des réductions tarifaires, tandis que les autres droits et taxes d'accise étaient légèrement plus faibles.

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont légèrement augmenté d'un exercice à l'autre, étant donné que la baisse des prestations d'assurance-emploi a été contrebalancée par la hausse des prestations aux personnes âgées. La diminution des prestations d'assurance-emploi était attribuable à la baisse du nombre de prestataires, reflétant ainsi le nombre plus faible de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres paliers de gouvernement ont légèrement diminué, uniquement en raison des recouvrements aux termes des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés inchangés étant donné que la législation actuelle empêche ce montant de tomber sous la barre des 12,5 milliards de dollars par exercice, au cours de la période de 1997-98 à 2002-03. Le plancher des transferts en espèces et l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt donnent ainsi lieu à une hausse des transferts en espèces au titre du TCSPS.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	mai		d'avril à mai		
	1997	1998	1997-98	1998-99	Variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 292	6 294	11 127	12 503	12,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 304	1 644	2 460	2 886	17,3
Autres	124	143	420	429	2,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 720	8 081	14 007	15 818	12,9
Cotisations d'assurance-emploi	1 857	1 795	3 701	3 543	-4,3
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	849	1 244	2 828	3 047	7,7
Droits de douane à l'importation	225	146	378	320	-15,3
Autres taxes et droits d'accise	675	694	1 341	1 315	-1,9
Total des taxes et droits d'accise	1 749	2 084	4 547	4 682	3,0
Total des recettes fiscales	10 326	11 960	22 225	24 043	8,0
Recettes non fiscales	463	392	835	810	-3,0
Total des recettes budgétaires	10 789	12 352	23 090	24 853	7,6

- Si on exclut les principaux transferts aux particuliers et aux autres paliers de gouvernement, toutes les autres dépenses de programmes ou dépenses de programmes directes ont légèrement diminué. Cette composante comprend les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les dépenses de fonctionnement et en immobilisations du gouvernement, dont la défense. La diminution de cette composante est attribuable à l'incidence des mesures budgétaires de 1996.

L'augmentation des frais de la dette publique découle principalement d'une légère augmentation des taux d'intérêt effectifs moyens en raison des modifications apportées à la structure de la dette publique portant intérêt. Même si l'encours de la dette contractée sur les marchés (la dette non échue) était moins élevé en mai 1998 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, l'encours total de la dette portant intérêt a peu changé, reflétant ainsi l'augmentation de la dette relative aux pensions. Cette dernière porte intérêt au taux des obligations d'État à plus de 10 ans.

Excédent financier de 5,8 milliards de dollars en avril et en mai 1998

Les opérations non budgétaires ont fourni au gouvernement une source nette de fonds s'établissant à 0,3 milliard de dollars, comparativement à un besoin net de 1,4 milliard au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les opérations de change ont donné lieu à une source nette de 2,5 milliards, par rapport à 1,9 milliard au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Cela a permis de dégager un excédent financier, y compris les opérations de change, de 5,8 milliards de dollars en avril et en mai 1998. L'excédent s'était établi à 1,9 milliard au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Grâce à cet excédent financier et à une réduction de 5,4 milliards de dollars de son encaisse, le gouvernement a remboursé une tranche de 11,2 milliards de sa dette contractée sur les marchés au cours des deux premiers mois de 1998-99.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	mai		d'avril à mai		
	1997	1998	1997-98	1998-99	Variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 828	1 878	3 617	3 699	2,3
Prestations d'assurance-emploi	933	881	2 067	1 995	-3,5
Total	2 761	2 759	5 684	5 694	0,2
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	2 083	2 083	0,0
Transferts fiscaux	898	897	1 536	1 539	0,2
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-188	-355	-375	5,6
Total	1 762	1 751	3 264	3 247	-0,5
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres transferts					
Agriculture	12	9	15	14	-6,7
Affaires étrangères	135	65	184	166	-9,8
Santé	63	62	132	146	10,6
Développement des ressources humaines	140	170	192	228	18,8
Affaires indiennes et du Nord	259	217	975	995	2,1
Industrie et développement régional	84	60	163	132	-19,0
Anciens combattants	116	113	228	227	-0,4
Autres	185	167	385	358	-7,0
Total	994	863	2 274	2 266	-0,4
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	71	23	183	170	-7,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	109	175	249	300	20,5
Autres	70	57	207	174	-15,9
Total	250	255	639	644	0,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	620	559	975	904	-7,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 066	1 138	2 002	2 033	1,5
Total	1 686	1 697	2 977	2 937	-1,3
Total des dépenses directes de programmes	2 930	2 815	5 890	5 847	-0,7
Total des dépenses de programmes	7 453	7 324	14 838	14 788	-0,3
Frais de la dette publique	3 373	3 593	6 840	7 046	3,0
Total des dépenses budgétaires	10 826	10 917	21 678	21 834	0,7
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 517	5 372	11 222	11 207	-0,1

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins financiers ou excédent

	mai		d'avril à mai	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	-37	1 435	1 412	3 019
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	210	26	-43	127
Autres	43	112	65	205
Total	253	138	22	332
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	691	850	1 204	1 449
Comptes de pension de retraite	512	485	918	1 050
Autres	-16	15	-42	-25
Total	1 187	1 350	2 080	2 474
Autres opérations	1 618	2 699	-3 487	-2 475
Total des opérations non budgétaires	3 058	4 187	-1 385	331
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	3 021	5 622	27	3 350
Opérations de change	-1 698	1 178	1 891	2 465
Total des besoins financiers ou excédent	1 323	6 800	1 918	5 815

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	mai		d'avril à mai	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	1 323	6 800	1 918	5 815
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 824	3 900	2 824	3 900
Obligations d'épargne du Canada	-298	-365	-587	-994
Bons du Trésor	-5 900	-8 900	-9 600	-13 100
Autres	-2	56	-3	55
Total partiel	-3 376	-5 309	-7 366	-10 139
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	113	89	256	179
Total	-3 263	-5 220	-7 110	-9 960
Payable en devises				
Obligations négociables	0	0	0	0
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	39	-462	-902	-1 279
Billets du Canada			-305	
Total	39	-462	-1 207	-1 279
Total des opérations de la dette non échue	-3 224	-5 682	-8 317	-11 239
Variation de l'encaisse	-1 901	1 118	-6 399	-5 424

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et solde de la dette

	31 mars 1998	31 mai 1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	10 243	4 837
En devises	49	30
Total de l'encaisse	10 292	4 867
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	294 541	298 441
Bons du Trésor	112 300	99 200
Obligations d'épargne du Canada	30 593	29 599
Autres	3 456	3 511
Total partiel	440 890	430 751
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	846	667
Total	440 044	430 084
Payable en devises		
Obligations négociables	15 869	15 869
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	9 420	8 141
Billets du Canada	1 624	1 624
Total	26 913	25 634
Total de la dette non échue	466 957	455 718

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Juillet 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juin 1998

Excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars en juin 1998

Un excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars a été enregistré en juin 1998, ce qui correspond aux estimations retraitées pour juin 1997. La légère hausse des recettes budgétaires et la baisse des dépenses de programmes ont été compensées par une augmentation des frais de la dette publique.

Pour ce qui est des recettes budgétaires, la hausse des rentrées d'impôt sur le bénéfice des sociétés et des autres impôts sur le revenu, conjuguée à une augmentation des recettes au titre des droits et taxes d'accise, a été largement compensée par une diminution des recettes attribuables aux autres composantes. Quant aux dépenses de programmes, la baisse des prestations d'assurance-emploi, des subventions et des autres paiements de transfert a plus que compensé la hausse des prestations aux personnes âgées, des versements aux sociétés d'État ainsi que des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des ministères. L'augmentation des frais de la dette publique est attribuable à la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens, ce qui reflète l'évolution de la structure de la dette publique portant intérêt.

Excédent budgétaire de 5,7 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Pour les trois premiers mois de l'exercice 1998-99 (d'avril à juin), l'excédent budgétaire a été estimé à 5,7 milliards de dollars, en hausse de 1,6 milliard par rapport à l'excédent de 4,1 milliards estimé pour la même période de l'exercice précédent. Cette augmentation est surtout attribuable à la vigueur soutenue de l'économie. Les recettes budgétaires sont en hausse de 1,8 milliard (4,9 p. 100). Les dépenses de programmes ont baissé de 0,1 milliard (0,4 p. 100). À l'opposé, les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard (3 p. 100).

Excédent financier de 5,8 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

L'excédent financier s'est établi à 5,8 milliards de dollars pour les trois premiers mois de l'exercice 1998-99, comparativement à un excédent de 0,6 milliard au cours de la même période de l'exercice précédent. Cette hausse de 5,2 milliards d'une année sur l'autre est attribuable aux opérations de change (ressources nettes de 2,6 milliards), à l'augmentation du solde budgétaire (1,6 milliard) et à une baisse au titre des opérations non budgétaires (1,0 milliard).

Du fait de cet excédent financier et de la réduction de 4,0 milliards de dollars de son encaisse, le gouvernement a remboursé une tranche de 9,8 milliards de sa dette contractée sur les marchés au cours des trois premiers mois de 1998-99.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérationss

	juin		d'avril à juin	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 861	13 927	36 951	38 779
Dépenses de programmes	-7 807	-7 761	-22 646	-22 548
Solde de fonctionnement	6 054	6 166	14 305	16 231
Frais de la dette publique	-3 367	-3 464	-10 207	-10 510
Déficit ou excédent	2 687	2 702	4 098	5 721
Opérations non budgétaires	-3 196	-3 930	-4 581	-3 597
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-509	-1 228	-483	2 124
Opérations de change	-844	1 163	1 048	3 629
Total des besoins financiers ou excédent	-1 353	-65	565	5 753
Opérations de la dette non échue	2 360	1 469	-5 957	-9 770
Variation de l'encaisse	1 007	1 404	-5 392	-4 017

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Recettes budgétaires en hausse de 1,8 milliard de dollars d'avril à juin 1998

D'avril à juin 1998, les recettes budgétaires ont enregistré une hausse de 1,8 milliard de dollars (4,9 p. 100) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par le dynamisme durable de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, soit 7,3 p. 100, ce qui est dû à la hausse des montants d'impôt payés à la déclaration, par suite de la forte croissance du revenu au cours de l'année d'imposition 1997 et des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, un plus grand nombre de personnes ayant un emploi. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par la hausse des remboursements au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 1997, étant donné que le nombre de déclarations qui avaient été traitées à la fin de juin 1998 était passablement plus élevé qu'à la fin de la même période l'exercice précédent. Cette remarque est particulièrement juste pour juin 1998 puisque, ce mois-là, les remboursements plus élevés ont entraîné une diminution des sommes nettes perçues.
- Les rentrées d'impôt sur les bénéfices des sociétés ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 16,8 p. 100, en raison d'une baisse des remboursements et du niveau persistant des bénéfices des sociétés dans certains secteurs de l'économie. De plus, une partie de la hausse s'explique par les procédures de versements d'impôt mensuels par les sociétés. Celles-ci sont tenues de verser des acomptes mensuels, calculés soit sur l'impôt qu'elles ont versé l'exercice précédent, soit sur l'impôt estimatif qu'elles auront à payer pour l'exercice en cours. Les sociétés disposent de 60 jours après leur date de fin d'exercice pour verser l'impôt qu'elles doivent encore. Ces versements représentent plus de 30 p. 100 des rentrées d'impôt sur les bénéfices des sociétés au cours

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juin		d'avril à juin		
	1997	1998	1997-98	1998-99	Variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	6 635	6 562	17 763	19 065	7,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 578	1 831	4 038	4 716	16,8
Autres	154	184	574	613	6,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 367	8 577	22 375	24 394	9,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 862	1 775	5 564	5 318	-4,4
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 987	2 050	4 814	5 097	5,9
Droits de douane à l'importation	109	185	488	504	3,3
Autres taxes et droits d'accise	816	804	2 157	2 118	-1,8
Total des taxes et droits d'accise	2 912	3 039	7 459	7 719	3,5
Total des recettes fiscales	13 141	13 391	35 398	37 431	5,7
Recettes non fiscales	720	536	1 553	1 348	-13,2
Total des recettes budgétaires	13 861	13 927	36 951	38 779	4,9

des mois de février et de mars. Les acomptes mensuels applicables à l'année 1997 ont été en grande partie calculés d'après l'impôt payé par les sociétés en 1996. Or, l'impôt payé en 1997 était sensiblement plus élevé qu'en 1996, étant donné que les sommes perçues au cours de la période de règlement (février et mars 1998) étaient de près de 30 p. 100 supérieures à celles perçues au cours de la période de règlement pour 1996. Il s'ensuit que les versements d'acomptes pour 1997 reflétaient une sous-évaluation de l'impôt effectivement payable pour l'année. Les acomptes pour 1998 ont été haussés en conséquence, ce qui explique en partie la hausse des perceptions nettes observée.

- Les recettes des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 0,2 milliard de dollars, soit 4,4 p. 100. Cela s'explique par la baisse du taux de cotisation. Le taux de cotisation des employés pour 1998 est de 2,70 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables, contre 2,90 dollars en 1997 (le taux payable par les employeurs fait l'objet d'une baisse comparable).
- Les rentrées nettes de TPS ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 5,9 p. 100, ce qui correspond à la croissance des dépenses de consommation assujetties à la taxe.
- Les droits de douane à l'importation ont légèrement augmenté, la hausse des importations faisant plus que compenser l'incidence des réductions tarifaires. Les droits et taxes d'accise sont en légère baisse, en raison surtout de la réduction, à compter du 1er janvier 1998, de la taxe sur le transport aérien.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des placements et d'autres recettes comme les droits et le produit d'opérations de vente, sont en baisse de 0,2 milliard de dollars, ou 13,2 p. 100. Cette composante varie de façon inconstante, selon le moment où les recettes sont perçues.

La revue financière

Légère baisse des dépenses de programmes d'avril à juin 1998

Les dépenses de programmes ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,4 p. 100) d'avril à juin 1998, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette baisse est en grande partie imputable aux dépenses de programmes directes, dénotant l'incidence des réductions effectuées dans le cadre de l'Examen des programmes et annoncées dans le budget de 1996.

Les principaux transferts aux personnes sont restés à peu près inchangés, la baisse des prestations d'assurance-emploi étant largement compensée par la hausse des prestations aux personnes âgées.

- La hausse des prestations aux personnes âgées découle de l'augmentation à la fois du nombre de personnes ayant droit aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées en fonction de l'inflation.
- La baisse des versements de prestations d'assurance-emploi tient surtout à la diminution du nombre de prestataires, conséquence d'un recul du nombre de chômeurs.

Les principaux transferts aux autres paliers de gouvernement ont enregistré une baisse légère, uniquement en raison des recouvrements en vertu des paiements de remplacement au titre des programmes permanents.

- Les transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés inchangés, étant donné que la législation actuelle empêche ce montant de descendre sous la barre des 12,5 milliards de dollars par exercice de 1997-98 à 2002-03. Cependant, le TCSPS est constitué à la fois d'une composante en espèces et d'une composante en points d'impôt. Du fait du plancher applicable aux transferts en espèces et de l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt, il y a hausse des transferts totaux au titre du TCSPS.
- Les transferts fiscaux, constitués d'abord par les paiements effectués en vertu du programme de péréquation et par les transferts aux territoires, n'ont à peu près pas changé par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire les dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres paliers de gouvernement, ont diminué de 0,1 milliard d'avril à juin 1998, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette composante englobe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital du gouvernement, y compris la défense. Les variations de cette composante sont associées au moment où les paiements sont effectués ainsi qu'à l'incidence des réductions effectuées dans le cadre de l'Examen des programmes et annoncées dans le budget de 1996.

Hausse de 0,3 milliard de dollars des frais de la dette publique d'avril à juin 1998

La hausse des frais de la dette publique est due principalement à une légère augmentation des taux d'intérêt effectifs moyens, à la suite de l'évolution de la structure de la dette publique portant intérêt. Même si l'encours de la dette contractée sur les marchés (dette non échue) était moins élevé à la fin de juin 1998 qu'à la même date l'an dernier, l'encours de la dette portant intérêt était essentiellement le même, en raison des obligations du gouvernement envers les régimes de pension de la fonction publique. Ces obligations portent des intérêts aux taux des obligations à long terme du gouvernement du Canada.

Excédent financier de 5,8 milliards de dollars d'avril à juin 1998

Les besoins financiers ou l'excédent financier mesurent la différence entre les rentrées et les sorties de fonds du gouvernement. L'excédent financier diffère de l'excédent budgétaire, puisqu'il comprend les prêts, les placements et les avances, les opérations sur comptes de pension des fonctionnaires fédéraux et autres comptes à fins déterminées, ainsi que l'évolution des autres éléments d'actif et de passif financiers. Ces opérations sont comprises dans les opérations non budgétaires. De plus, l'excédent budgétaire est déterminé en grande partie selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les chiffres sur les opérations non budgétaires reflètent aussi le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juin		d'avril à juin		
	1997	1998	1997-98	1998-99	Variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 853	1 868	5 470	5 567	1,8
Prestations d'assurance-emploi	846	804	2 914	2 799	-3,9
Total	2 699	2 672	8 384	8 366	-0,2
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	3 125	3 125	0,0
Transferts fiscaux	776	776	2 311	2 315	0,2
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-186	-533	-560	5,1
Total	1 640	1 632	4 903	4 880	-0,5
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres transferts					
Agriculture	59	42	75	56	-25,3
Affaires étrangères	164	98	348	263	-24,4
Santé	66	94	197	239	21,3
Développement des ressources humaines	211	208	403	436	8,2
Affaires indiennes et du Nord	313	312	1 288	1 306	1,4
Industrie et développement régional	104	105	267	238	-10,9
Anciens combattants	114	112	342	339	-0,9
Autres	234	144	619	502	-18,9
Total	1 265	1 115	3 539	3 379	-4,5
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	66	60	249	230	-7,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	115	157	364	457	25,5
Autres	86	70	292	244	-16,4
Total	267	287	905	931	2,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	683	679	1 658	1 583	-4,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 253	1 376	3 257	3 409	4,7
Total	1 936	2 055	4 915	4 992	1,6
Total des dépenses directes de programmes	3 468	3 457	9 359	9 302	-0,6
Total des dépenses de programmes	7 807	7 761	22 646	22 548	-0,4
Frais de la dette publique	3 367	3 464	10 207	10 510	3,0
Total des dépenses budgétaires	11 174	11 225	32 853	33 058	0,6
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 604	5 419	16 826	16 625	-1,2

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins financiers ou excédent

	juin		d'avril à juin	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	2 687	2 702	4 098	5 721
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-31	28	-74	155
Autres	-58	-190	7	15
Total	-89	-162	-67	170
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-35	-451	1 169	998
Comptes de pension de retraite	-126	591	792	1 642
Autres	-168	-21	-210	-45
Total	-329	119	1 751	2 595
Autres opérations	-2 778	-3 887	-6 265	-6 362
Total des opérations non budgétaires	-3 196	-3 930	-4 581	-3 597
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-509	-1 228	-483	2 124
Opérations de change	-844	1 163	1 048	3 629
Total des besoins financiers ou excédent	-1 353	-65	565	5 753

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	juin		d'avril à juin	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	-1 353	-65	565	5 753
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 614	6 323	9 438	10 223
Obligations d'épargne du Canada	-340	-544	-927	-1 537
Bons du Trésor	-5 400	-4 500	-15 000	-17 600
Autres	450	1 001	447	1 056
Total partiel	1 324	2 280	-6 042	-7 858
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	106	93	362	272
Total	1 430	2 373	-5 680	-7 586
Payable en devises				
Obligations négociables	0	0	0	0
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	625	-123	-277	-1 403
Billets du Canada	305	-781		-781
Total	930	-904	-277	-2 1849
Total des opérations de la dette non échue	2 360	1 469	-5 957	-9 770
Variation de l'encaisse	1 007	1 404	-5 392	-4 017

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et solde de la dette

	31 mars 1998	30 juin 1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	10 243	6 269
En devises	49	2
Total de l'encaisse	10 292	6 271
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	294 541	304 764
Bons du Trésor	112 300	94 700
Obligations d'épargne du Canada	30 593	29 056
Autres	3 456	4 512
Total partiel	440 890	432 032
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	846	574
Total	440 044	432 458
Payable en devises		
Obligations négociables	15 869	15 869
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	9 420	8 018
Billets du Canada	1 624	843
Total	26 913	24 730
Total de la dette non échue	466 957	457 188

Les opérations non budgétaires se sont traduites par des besoins nets de 3,6 milliards de dollars d'avril à juin 1998, contre des besoins nets de 4,6 milliards d'avril à juin 1997. Cette baisse des besoins nets découle principalement de ressources plus élevées dans les comptes de pension de retraite.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 5,7 milliards de dollars et de besoins nets de 3,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, l'excédent financier, opérations de change exclues, se chiffre à 2,1 milliards pour le premier trimestre de 1998-99; lors du dernier exercice, on avait enregistré des besoins nets de 0,5 milliard pour la même période.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse, et vice versa quand les pressions sont à la baisse. D'avril à juin 1998, les opérations de change se sont traduites par des ressources nettes de 3,6 milliards de dollars, contre 1,0 milliard durant la même période de l'exercice précédent.

Au total, l'excédent financier, y compris les opérations de change, s'est élevé à 5,8 milliards de dollars pour les trois premiers mois de l'exercice 1998-99, contre 0,6 milliard pour le premier trimestre de l'exercice 1997-98.

Toujours durant la période considérée, le gouvernement a remboursé 9,8 milliards de sa dette détenue sur les marchés, surtout des bons du Trésor.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97
			(en millions de dollars)			
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733
Moins :						
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874	19 782
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374	18 079
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325	
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238

Source : *Comptes publics du Canada* – 1997

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit aux personnes à faible revenu, de même que le produit net de la vente des sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, aux termes de la loi, être versés directement à ce compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada. Dans ses observations sur les états financiers de 1996-97, le vérificateur général estime que le Compte n'est peut-être pas nécessaire, étant donné le concept fondamental du Trésor. Le gouvernement a fait part de son intention d'étudier la question.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Août 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juillet 1998

Excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars en juillet 1998

Un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars a été enregistré en juillet 1998, ce qui est légèrement inférieur à celui de 1,9 milliard déclaré en juillet 1997. Ce recul de l'excédent mensuel, d'une année sur l'autre, est attribuable à l'augmentation (de 3,3 p. 100) des dépenses de programmes, des remboursements aux sociétés et de ceux au titre de la taxe sur les produits et services (TPS).

Les recettes budgétaires sont pratiquement inchangées, puisque la hausse des remboursements et la baisse des recettes de cotisations d'assurance-emploi ont compensé la forte progression des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 13,4 p. 100 en juillet 1998 par rapport à juillet 1997, renversant la baisse d'une année sur l'autre déclarée en juin 1998. La hausse observée en juillet 1998 est en partie attribuable au calendrier des recettes entre juin et juillet.
- Les rentrées d'impôt des sociétés et les recettes de TPS ont toutes deux diminué (de 14,4 p. 100 et de 14,6 p. 100 respectivement), ce qui reflète les remboursements plus élevés effectués en juillet 1998 par rapport à la même période l'an dernier.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 4,6 p. 100, traduisant la baisse des taux de cotisation pour 1998.

L'augmentation des dépenses de programmes est surtout attribuable à la progression des paiements sous forme de prestations aux personnes âgées et de prestations d'assurance-emploi.

- Les prestations aux personnes âgées ont augmenté de 6 p. 100, traduisant la hausse du nombre de prestataires et celle de la moyenne des prestations, lesquelles sont indexées pour inflation.
- Les prestations d'assurance-emploi ont grimpé de 6,5 p. 100, les paiements plus élevés relatifs aux mécanismes d'emploi et de soutien ayant compensé la baisse des paiements consacrés aux prestations courantes. Cette dernière était attribuable au nombre plus modeste de chômeurs.
- Les transferts à d'autres administrations et les dépenses de programmes directes ont légèrement augmenté.

Les frais de la dette publique ont légèrement progressé en raison de la hausse du taux d'intérêt réel moyen applicable à la dette du gouvernement portant intérêt, ce qui reflète l'effet des taux d'intérêt à court terme plus élevés et des changements dans la composition de la dette du gouvernement portant intérêt.

Hausse de 1,4 milliard de dollars de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre

Pour les quatre premiers mois de l'exercice 1998-99 (avril à juillet), l'excédent budgétaire est estimé à 7,4 milliards de dollars, soit 1,4 milliard de plus que l'excédent de 6,0 milliards estimé pour la même période l'an dernier. Les recettes budgétaires ont progressé de 1,8 milliard de dollars (3,7 p. 100). Les dépenses de programmes ont progressé de 0,2 milliard (0,5 p. 100) et les frais de la dette publique, de 0,3 milliard (2,4 p. 100).

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,1 milliards de dollars, soit 8,8 p. 100. Cette hausse résulte de l'augmentation des impôts acquittés lors de la production des déclarations de revenus, résultat de la vigoureuse progression des revenus pendant l'année d'imposition 1997, et de la croissance soutenue des recettes au chapitre des prélèvements mensuels à même le revenu d'emploi, conséquence de l'accroissement du nombre de travailleurs.

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	juillet		d'avril à juillet	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 040	13 052	49 992	51 831
Dépenses de programmes	-7 707	-7 958	-30 353	-30 507
Solde de fonctionnement	5 333	5 094	19 639	21 324
Frais de la dette publique	-3 423	-3 448	-13 629	-13 958
Déficit ou excédent	1 910	1 646	6 010	7 366
Opérations non budgétaires	-238	-1 543	-4 818	-5 140
Solde financier (opérations de change exclues)	1 672	103	1 192	2 226
Opérations de change	2 922	-2 420	3 970	1 208
Solde financier net	4 594	-2 317	5 162	3 434
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts	-4 919	880	-10 875	-8 892
Variation nette de l'encaisse	-325	-1 437	-5 713	-5 458

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

[1] Les termes « solde budgétaire » et « solde financier », utilisés comme principales mesures de la situation financière de l'État, n'ont pas toujours été bien compris. Ils sont explicités dans le corps du texte.

- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 0,4 milliard de dollars, soit 7,0 p. 100, traduisant la baisse des remboursements et la hausse des rentrées brutes, résultat de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés dans certains secteurs de l'économie.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,3 milliard de dollars, ou 4,4 p. 100, en raison de la baisse des taux de cotisation. Ce taux est passé de 2,90 dollars à 2,70 dollars par 100 dollars de gains assurables entre 1997 et 1998, et le taux des cotisations patronales a été réduit en conséquence.
- Les recettes nettes de TPS n'ont presque pas bougé par rapport à la même période l'an dernier, la hausse des remboursements ayant compensé la forte progression des recettes brutes.
- Les recettes au titre des droits de douane à l'importation ont légèrement augmenté, la hausse des importations ayant plus que compensé l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise affichent une très légère progression, la baisse de la taxe sur le transport aérien, entrée en vigueur le 1er janvier 1998, ayant largement compensé l'accroissement des taxes et les droits sur l'énergie et le tabac.
- Les recettes non fiscales, qui se composent du rendement des placements et d'autres recettes comme les droits et le produit de la vente d'éléments d'actif, ont fléchi de 0,4 milliard de dollars, ou 18,3 p. 100. Les fluctuations de cette composante sont très variables, ce qui reflète le calendrier des recettes.

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, la hausse des prestations aux personnes âgées ayant compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Cette dernière est attribuable au recul du nombre de prestataires, traduisant la diminution du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont légèrement progressé, résultat de la hausse des paiements de péréquation. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) demeurent inchangés, puisque la législation en vigueur empêche le montant des transferts en espèces pour un exercice donné entre 1997-98 et 2002-2003 d'être inférieur à 12,5 milliards de dollars. Toutefois, le total des droits au titre du TCSPS se compose des transferts en espèces et des transferts de points d'impôt. En raison du plancher des transferts en espèces et de la valeur croissante des transferts de points d'impôt, le total des droits au titre du TCSPS augmente.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juillet		d'avril à juillet		
	1997	1998	1997-98	1998-99	Variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 865	6 649	23 627	25 715	8,8
Impôt sur le revenu des sociétés	1 850	1 584	5 887	6 301	7,0
Autres	300	220	875	833	-4,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 015	8 453	30 389	32 849	8,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 815	1 732	7 378	7 051	-4,4
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 809	1 545	6 624	6 642	0,3
Droits de douane à l'importation	222	251	710	756	6,5
Autres taxes et droits d'accise	662	724	2 819	2 843	0,9
Total des taxes et droits d'accise	2 693	2 520	10 153	10 241	0,9
Total des recettes fiscales	12 523	12 705	47 920	50 141	4,6
Recettes non fiscales	517	347	2 072	1 690	-18,4
Total des recettes budgétaires	13 040	13 052	49 992	51 831	3,7

- Les dépenses de programmes directes, soit l'excédent du total des dépenses de programmes sur les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, n'ont presque pas changé d'une année sur l'autre. Cette composante comprend les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, et les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital de l'État, y compris au chapitre de la défense. Le calendrier des paiements et l'effet des compressions découlant de l'Examen des programmes annoncées dans le budget de 1996 influe sur l'évolution de cette composante.

L'augmentation des frais de la dette publique reflète principalement une légère hausse du taux d'intérêt réel moyen, résultat des changements de la composition de la dette portant intérêt et de l'accroissement des taux d'intérêt à court terme.

Excédent financier de 3,4 milliards de dollars

Le solde budgétaire est établi suivant une version modifiée de la méthode de comptabilité d'exercice selon laquelle les engagements de l'État sont constatés dès qu'ils sont souscrits, peu importe à quel moment le paiement correspondant est effectué. En outre, le solde budgétaire vise uniquement les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle en vertu de la loi.

Inversement, le solde financier – besoins ou excédent – mesure la différence entre les recettes et les dépenses de l'État. Le solde financier diffère du solde budgétaire puisqu'il englobe les opérations portant sur les prêts, les dotations en capital et les avances, les opérations sur les comptes de pension de retraite des fonctionnaires fédéraux, les opérations sur les autres comptes à fins déterminées et l'évolution des autres actifs et engagements financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse se reflète également dans les opérations non budgétaires. Enfin, le résultat net des opérations de change est également compris dans le solde financier.

Les opérations non budgétaires se sont soldées par un besoin net de 5,1 milliards de dollars pour la période d'avril à juillet 1998, comparativement à un besoin net de 4,8 milliards pour la même période l'an dernier. Cela s'est traduit par un excédent financier (opérations de change exclues) de 2,2 milliards pour les quatre premiers mois de 1998-99, comparativement à 1,2 milliard pour la même période l'an dernier.

Les opérations de change s'entendent de toutes les opérations visant les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juillet		d'avril à juillet		
	1997	1998	1997-98	1998-99	Variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 820	1 929	7 290	7 497	2,8
Prestations d'assurance-emploi	820	873	3 734	3 671	-1,7
Total	2 640	2 802	11 024	11 168	1,3
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	4 167	4 167	0,0
Transferts fiscaux	768	817	3 079	3 132	1,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-187	-710	-747	5,2
Total	1 632	1 672	6 536	6 552	0,2
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres transferts					
Agriculture	37	74	112	130	16,1
Affaires étrangères	110	107	458	370	-19,2
Santé	64	84	262	324	23,7
Développement des ressources humaines	7	73	409	509	24,4
Affaires indiennes et du Nord	281	271	1 569	1 578	0,6
Industrie et développement régional	93	105	360	343	-4,7
Anciens combattants	117	114	459	453	-1,3
Autres	183	185	802	686	-14,5
Total	892	1 013	4 431	4 393	-0,9
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	65	60	314	290	-7,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	156	140	520	597	14,8
Autres	68	121	360	365	1,4
Total	289	321	1 194	1 252	4,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	755	715	2 413	2 298	-4,8
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 499	1 435	4 755	4 844	1,9
Total	2 254	2 150	7 168	7 142	-0,4
Total des dépenses directes de programmes	3 435	3 484	12 793	12 787	0,0
Total des dépenses de programmes	7 707	7 958	30 353	30 507	0,5
Frais de la dette publique	3 423	3 448	13 629	13 958	2,4
Total des dépenses budgétaires	11 130	11 406	43 982	44 465	1,1
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 164	5 487	21 991	22 113	0,6

Tableau 4

Solde budgétaire et solde financier

	juillet		d'avril à juillet	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire : déficit (-) ou excédent (+)	1 910	1 646	6 010	7 366
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	157	392	83	547
Autres	62	38	69	53
Total	219	430	152	600
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-479	-514	690	484
Comptes de pension de retraite	339	-414	1 131	1 228
Autres	15	-13	-195	-57
Total	-125	-941	1 626	1 655
Autres opérations	-332	-1 032	-6 596	-7 395
Total des opérations non budgétaires	-238	-1 543	-4 818	-5 140
Solde financier (opérations de change exclues)	1 672	103	1 192	2 226
Opérations de change	2 922	-2 420	3 970	1 208
Solde financier net	4 594	-2 317	5 162	3 434

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juillet		d'avril à juillet	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	4 594	-2 317	5 162	3 434
Augmentation (+) ou diminution (-) des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-4 200	0	5 238	10 223
Obligations d'épargne du Canada	-280	-283	-1 207	-1 821
Bons du Trésor	1 700	-3 100	-13 300	-20 700
Autres	386	515	833	1 571
Total partiel	-2 394	-2 868	-8 436	-10 727
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	167	94	530	365
Total	-2 227	-2 774	-7 906	-10 362
Payables en devises				
Obligations négociables	-776	3 494	-776	3 494
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-1 590	252	-1 867	-1 151
Billets du Canada	-326	-92	-326	-873
Total	-2 692	3 654	-2 969	1 470
Variation nette des emprunts	-4 919	880	-10 875	-8 892
Variation de l'encaisse	-325	-1 437	-5 713	-5 458

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et solde de la dette

	31 mars 1998	31 juillet 1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	10 243	4 825
En devises	49	9
Total de l'encaisse	10 292	4 834
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	294 541	304 764
Bons du Trésor	112 300	91 600
Obligations d'épargne du Canada	30 593	28 816
Autres	3 456	5 027
Total partiel	440 890	430 207
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	846	486
Total	440 044	429 721
Payable en devises		
Obligations négociables	15 869	19 363
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	9 420	8 205
Billets du Canada	1 624	751
Total	26 913	28 319
Total de la dette non échue	466 957	458 040

dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse, et vice versa (achète des dollars canadiens) quand des pressions à la baisse s'exerce sur le dollar canadien. L'achat de dollars canadiens représente une ressource des opérations du fonds des changes tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des obligations en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves de change du Canada, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les opérations de change pour les quatre premiers mois de 1998-99 ont constitué des ressources nettes de 1,2 milliard de dollars, contre 3,9 milliards pour la même période l'an dernier.

Grâce à un excédent budgétaire de 7,4 milliards de dollars, à un besoin net de 5,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et à des ressources nettes de 1,2 milliard au titre des opérations de change, l'excédent financier net, pour la période d'avril à juillet 1998, s'est élevé à 3,4 milliards, comparativement à 5,2 milliards pour la même période l'an dernier.

Fort de cet excédent financier, et en raison d'une diminution de l'encaisse de 5,4 milliards de dollars, le gouvernement a remboursé une tranche de 8,8 milliards de sa dette détenue sur les marchés pendant les quatre premiers mois de 1998-99.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Septembre 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'août 1998

Excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars enregistré en août 1998

Un excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars a été réalisé en août 1998, comparativement au déficit budgétaire de 0,2 milliard enregistré en août 1997. L'amélioration du solde budgétaire, d'une année sur l'autre, est attribuable à la progression (de 8,8 p. 100) des recettes budgétaires et à la diminution (de 8,4 p. 100) des frais de la dette publique. Les dépenses de programmes ont, pour leur part, augmenté de 5,9 p. 100.

La hausse d'une année sur l'autre des recettes budgétaires constatée en août 1998 s'explique surtout par l'accroissement des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) et de l'impôt des sociétés.

- Les recettes de TPS ont augmenté de 34 p. 100, inversant la tendance à la baisse du mois précédent. Au cours des derniers mois, la variation des recettes d'une année sur l'autre avait été influencée par le calendrier des remboursements. En août 1998, les remboursements ont accusé un recul appréciable.
- Les recettes de l'impôt des sociétés ont progressé de 19,1 p. 100, ce qui traduit la hausse des remises brutes et la réduction des remboursements.

Le recul des frais de la dette publique résulte de la correction d'erreurs de surévaluation des mois antérieurs.

La hausse des dépenses de programmes est surtout le fait des transferts plus élevés aux particuliers et des dépenses directes accrues.

- L'accroissement (de 3,9 p. 100) des transferts aux particuliers résulte en grande partie du moment de l'émission des chèques de prestations d'assurance-emploi.
- La progression (de 10,2 p. 100) des dépenses directes traduit principalement le moment des paiements de subventions et des autres paiements de péréquation, aussi bien que des dépenses non salariales des ministères.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 2,1 milliards de dollars

Au cours des cinq premiers mois (d'avril à août) de l'exercice 1998-99, l'excédent budgétaire était estimé à 8 milliards de dollars, soit 2,1 milliards de plus que la même donnée un an plus tôt. Les recettes budgétaires ont progressé de 2,8 milliards (4,6 p. 100), les dépenses de programmes, de 0,6 milliard (1,6 p. 100), tandis que les frais de la dette publique n'ont, à toutes fins pratiques, pas varié.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,2 milliards de dollars, ou 7,8 p. 100. La hausse s'explique par les versements accrus qui accompagnaient les déclarations au moment de leur production, à cause de la forte progression des revenus dans l'année d'imposition 1997, et par la progression continue des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi à la suite de la hausse du nombre de personnes employées.
- les recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés se sont accrues de 0,6 milliard, ou 9 p. 100, à la suite de la réduction des remboursements et de la hausse des perceptions brutes, grâce au niveau élevé des bénéfices des sociétés qui se maintient dans certains secteurs d'activité.
- les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard, ou 4,4 p. 100, en raison de la baisse des taux de cotisation. La cotisation de l'employé (par 100 dollars de revenu assurable) est

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	août		d'avril à août	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	10 891	11 845	60 883	63 676
Dépenses de programmes	-7 650	-8 099	-38 003	-38 606
Solde de fonctionnement	3 241	3 746	22 880	25 070
Frais de la dette publique	-3 410	-3 124	-17 039	-17 082
Déficit ou excédent	-169	622	5 841	7 988
Opérations non budgétaires	467	1 730	-4 353	-3 410
Solde financier (opérations de change exclues)	298	2 352	1 488	4 578
Opérations de change	-97	5 681	3 873	6 889
Solde financier net	201	8 033	5 361	11 467
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts	-153	1 577	-11 028	-7 314
Variation nette de l'encaisse	48	9 610	-5 667	4 153

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

[1] Les termes « solde budgétaire » et « solde financier », utilisés comme principales mesures de la situation financière de l'État n'ont pas toujours été bien compris. Ils sont explicités dans le corps du texte.

passée de 2,90 dollars en 1997 à 2,70 dollars en 1998 (et le taux de l'employeur a été modifié en conséquence).

- les recettes de TPS ont augmenté de 0,5 milliard, ou 6,1 p. 100, situation qui témoigne de la croissance de la demande du consommateur.
- les droits de douane à l'importation ont augmenté légèrement, l'évolution des importations ayant plus que compensé les effets de la baisse des tarifs. Les autres taxes et droits d'accise ont enregistré une hausse de 2,6 p. 100, alors que le rajustement à la baisse de la taxe de transport aérien, entré en vigueur le 1er janvier 1998, a en partie neutralisé la hausse des droits et taxes sur l'énergie et le tabac.
- les recettes non fiscales, composées des produits de placements et d'autres recettes comme les droits et le produit de la vente d'éléments d'actif, ont reculé de 0,3 milliard, ou 13,3 p. 100. Cette composante des recettes est passablement volatile et varie selon le moment des rentrées de fonds.

Au chapitre des dépenses de programmes :

- les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, principalement en raison de la majoration des prestations aux aînés. Les prestations d'assurance-emploi n'ont pratiquement pas varié, puisque le recul du nombre de prestataires, traduisant la diminution du nombre de chômeurs, a été compensé par le moment des versements effectués en août.
- les principaux paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement n'ont à peu près pas évolué. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) n'ont pas changé, car, aux termes de la législation en vigueur, ils ne peuvent tomber sous la barre des 12,5 milliards par exercice, de 1997-98 à 2002-03. Toutefois, les droits prévus par le TCSPS comprennent à la fois des droits en espèces et des transferts de points d'impôt. Compte tenu du plancher des droits en espèces et de la valeur croissante des transferts de points d'impôt, le total des droits en vertu

Tableau 2

Recettes budgétaires

	août		d'avril à août		
	1997	1998	1997-98	1998-99	Variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 199	5 360	28 826	31 074	7,8
Impôt sur le revenu des sociétés	1 160	1 381	7 047	7 682	9,0
Autres	150	222	1 025	1 055	2,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 509	6 963	36 898	39 811	7,9
Cotisations d'assurance-emploi	1 677	1 607	9 055	8 658	-4,4
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 396	1 870	8 020	8 512	6,1
Droits de douane à l'importation	319	277	1 029	1 033	0,4
Autres taxes et droits d'accise	708	780	3 528	3 621	2,6
Total des taxes et droits d'accise	2 423	2 927	12 577	13 166	4,7
Total des recettes fiscales	10 609	11 497	58 530	61 635	5,3
Recettes non fiscales	282	348	2 353	2 041	-13,3
Total des recettes budgétaires	10 891	11 845	60 883	63 676	4,6

du TCSPS est en hausse. Si les transferts fiscaux ont progressé légèrement, la marge d'augmentation a été en grande partie annulée par les recouvrements accrus en vertu du régime des paiements de remplacement pour programmes permanents.

- les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes diminué des principaux transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont progressé de 0,3 milliard, ou 2,1 p. 100. Cette composante comprend les subventions et autres paiements de transfert, les versements aux sociétés d'État, de même que les coûts de fonctionnement et les coûts en immobilisations de l'État, y compris ceux de la défense. L'état de la composante est fonction du moment des paiements et des réductions décrétées dans le cadre de l'Examen des programmes annoncées dans le budget de 1996.

Les frais de la dette publique n'ont pratiquement pas évolué, car la diminution du montant global des titres de dette portant intérêt a été compensée par un léger accroissement du taux d'intérêt réel moyen à la suite des changements apportés à la composition de la dette portant intérêt et de la hausse des taux d'intérêt à court terme.

Données cumulées de l'exercice : excédent de 4,6 milliards de dollars

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, laquelle prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment du règlement en espèces. En outre, le solde budgétaire ne comprend que les données d'activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Par contraste, les besoins ou excédent financiers mesurent la différence entre les rentrées et les sorties de fonds. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils englobent les prêts, les placements et les avances, les régimes de retraite du secteur public, les autres comptes à fins déterminées et l'évolution d'autres éléments d'actif ou de passif financiers. Ces opérations sont comprises dans les opérations non budgétaires. Les opérations non budgétaires tiennent compte également du passage de la méthode de la comptabilité d'exercice à celle de la comptabilité de caisse.

Les opérations non budgétaires ont engendré des besoins financiers nets de 3,4 milliards de dollars d'avril à août 1998, comparativement à 4,4 milliards pour la même période un an plus tôt. Cela s'est traduit par un excédent financier

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	août		d'avril à août		
	1997	1998	1997-98	1998-99	Variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 858	1 888	9 148	9 385	2,6
Prestations d'assurance-emploi	836	911	4 569	4 582	0,3
Total	2 694	2 799	13 717	13 967	1,8
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 041	1 042	5 208	5 208	0,0
Transferts fiscaux	769	782	3 848	3 913	1,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-187	-888	-934	5,2
Total	1 632	1 637	8 168	8 187	0,2
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres transferts					
Agriculture	34	93	146	223	52,7
Affaires étrangères	127	145	585	515	-12,0
Santé	73	90	335	414	23,6
Développement des ressources humaines	86	174	495	683	38,0
Affaires indiennes et du Nord	248	305	1 817	1 883	3,6
Industrie et développement régional	134	153	494	496	0,4
Anciens combattants	112	113	570	566	-0,7
Autres	173	132	975	818	-16,1
Total	987	1 205	5 417	5 598	3,3
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	65	44	379	334	-11,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	119	150	639	747	16,9
Autres	108	43	469	408	-13,0
Total	292	237	1 487	1 489	0,1
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	750	776	3 162	3 074	-2,8
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 295	1 445	6 052	6 291	3,9
Total	2 045	2 221	9 214	9 365	1,6
Total des dépenses directes de programmes	3 324	3 663	16 118	16 452	2,1
Total des dépenses de programmes	7 650	8 099	38 003	38 606	1,6
Frais de la dette publique	3 410	3 124	17 039	17 082	0,3
Total des dépenses budgétaires	11 060	11 223	55 042	55 688	1,2
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 313	5 641	27 302	27 752	1,6

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	août		d'avril à août	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire : déficit (-) ou excédent (+)	-169	622	5 841	7 988
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	57	62	140	609
Autres	61	106	130	159
Total	118	168	270	768
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-289	-122	400	361
Comptes de pension de retraite	-446	300	685	1 528
Autres	-76	52	-272	-5
Total	-811	230	813	1 884
Autres opérations	1 160	1 332	-5 436	-6 062
Total des opérations non budgétaires	467	1 730	-4 353	-3 410
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	298	2 352	1 488	4 578
Opérations de change	-97	5 681	3 873	6 889
Solde financier net	201	8 033	5 361	11 467

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	août		d'avril à août	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	201	8 033	5 361	11 467
Augmentation (+) ou diminution (-) des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 600	2 300	8 838	12 523
Obligations d'épargne du Canada	-237	-196	-1 444	-2 017
Bons du Trésor	-4 600	-2 100	-17 900	-22 800
Autres	-1	-24	832	1 547
Total partiel	-1 238	-20	-9 674	-10 747
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	107	89	638	455
Total	-1 131	69	-9 036	-10 292
Payables en devises				
Obligations négociables	61	75	-716	3 569
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	917	1 433	-950	282
Billets du Canada			-326	-873
Total	978	1 508	-1 992	2 978
Variation nette des emprunts	-153	1 577	-11 028	-7 314
Variation de l'encaisse	48	9 610	-5 667	4 153

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et solde de la dette

	31 mars 1998	31 août 1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	3 541	14 374
En devises	156	70
Total de l'encaisse	3 697	14 444
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	294 541	89 500
Bons du Trésor	112 300	28 618
Obligations d'épargne du Canada	30 593	28 816
Autres	3 456	5 003
Total partiel	440 890	430 185
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	846	398
Total	440 044	429 787
Payable en devises		
Obligations négociables	15 869	19 438
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	9 420	9 638
Billets du Canada	1 624	751
Total	26 913	29 827
Total de la dette non échue	466 957	459 614

(opérations de change exclues) de 4,6 milliards au cours des cinq premiers mois de 1998-99, l'excédent correspondant de l'exercice précédent ayant été de 1,5 milliard.

Données cumulées de l'exercice : solde financier net de 11,5 milliards de dollars; emprunts nets en baisse de 7,3 milliards de dollars

Les opérations de change comprennent toutes les opérations portant sur les réserves de devises au Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du marché des changes. Les responsables du Fonds achètent des devises (soit en vendant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la hausse et en vendent (soit en achetant des dollars canadiens) lorsque les pressions s'exercent en sens contraire. L'achat de dollars canadiens constitue une ressource des opérations du fonds des changes, tandis que leur vente représente un besoin. L'évolution des obligations en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves de change du Canada, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les opérations de change pour les cinq premiers mois de 1998-99 ont constitué des ressources nettes de 6,9 milliards de dollars, comparativement à 3,9 milliards pour la même période l'an dernier.

Grâce à un excédent budgétaire de 8 milliards, à des besoins nets de 3,4 milliards au titre des opérations non budgétaires et à des ressources nettes de 6,9 milliards au titre des opérations de change, l'excédent financier net s'est élevé à 11,5 milliards pour la période d'avril à août 1998, contre 5,4 milliards pour la même période l'exercice précédent.

Le gouvernement s'est prévalu du solde financier net pour rembourser, au cours des cinq premiers mois de 1998-99, une tranche de 7,3 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés et augmenter son encaisse de 4,2 milliards.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Octobre 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de septembre 1998

Faible baisse de l'excédent budgétaire en septembre 1998

Un excédent budgétaire de 2,4 milliards de dollars a été réalisé en septembre 1998, soit une légère baisse par rapport à l'excédent de 2,5 milliards enregistré le même mois, un an plus tôt. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 0,7 p. 100, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 p. 100 et les frais de la dette publique ont chuté de 2,3 p. 100.

La baisse d'une année sur l'autre des recettes budgétaires constatée en septembre 1998 s'explique principalement par la diminution des sommes perçues au titre de la taxe sur les produits et services (TPS).

- Les recettes nettes de TPS ont baissé de 0,3 milliard de dollars, ou 14,5 p. 100, inversant la tendance à la hausse du mois précédent. Ces derniers mois, la variation des recettes d'une année sur l'autre avait été influencée par le calendrier des remboursements. En septembre 1998, les remboursements ont enregistré une hausse appréciable en raison d'un cycle de traitement supplémentaire par rapport à la même période l'an dernier.
- Les rentrées de l'impôt sur le revenu des particuliers ont chuté de 0,2 milliard de dollars, ou 3,4 p. 100. Cependant, cette baisse est entièrement attribuable au virement des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers aux rentrées des cotisations d'assurance-emploi rajustées par rapport à l'année d'imposition 1997. Une fois par mois, les employeurs versent les retenues fiscales brutes des employés, notamment les retenues au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt fédéral, et les cotisations d'assurance-emploi et du Régime de pensions du Canada. Ces sommes sont d'abord affectées à leurs composantes respectives d'après des estimations, et des rajustements sont faits une fois que les données fiscales annuelles sont disponibles. Le virement effectué au mois de septembre représentait l'augmentation totale des recettes des cotisations d'assurance-emploi. Sans ce transfert, les recettes des cotisations d'assurance-emploi auraient été moins élevées en raison de la diminution des taux de cotisation pour 1998.
- Les recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 13,0 p. 100, en raison d'une forte progression des versements bruts et d'un léger recul des remboursements.
- Les recettes non fiscales ont grimpé de 0,2 milliard de dollars, ou 43,1 p. 100. Cette composante est assez volatile en raison du calendrier des versements.

La hausse des dépenses de programmes est largement tributaire des dépenses d'immobilisations et de fonctionnement qui ont été plus élevées à cause surtout du moment où elles ont été effectuées. Parmi les autres faits saillants, mentionnons les suivants :

- Les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 8,8 p. 100, inversant la tendance à la hausse constatée le mois dernier. Cette situation s'explique principalement par le moment où ont été faits les chèques au cours de ces deux mois.

Tableau 1

État sommaire des opérations[1]

	septembre		d'avril à septembre	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 732	13 633	74 615	77 309
Dépenses de programmes	-7 765	-7 830	-45 768	-46 437
Solde de fonctionnement	5 967	5 803	28 847	30 872
Frais de la dette publique	-3 456	-3 376	-20 495	-20 457
Déficit ou excédent	2 511	2 427	8 352	10 415
Opérations non budgétaires	-856	-1 385	-5 209	-4 795
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 655	1 042	3 143	5 620
Opérations de change	-585	-1 054	3 288	5 835
Solde financier net	1 070	-12	6 431	11 455
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts	-1 991	-9 109	-13 019	-16 424
Variation nette de l'encaisse	-921	-9 121	-6 588	-4 969

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

[1] Les termes « solde budgétaire » et « solde financier », utilisés comme principales mesures de la situation financière de l'État, n'ont pas toujours été bien compris. Ils sont explicités dans le corps du texte.

- Les transferts à d'autres administrations, les subventions et autres transferts ont très peu augmenté, tandis que les paiements aux sociétés d'État ont reculé.

La diminution des frais de la dette publique est surtout attribuable à une baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

Excédent budgétaire de 2,1 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des six premiers mois de l'exercice 1998-99, soit d'avril à septembre, l'excédent budgétaire a été estimé à 10,4 milliards de dollars, en hausse de 2,1 milliards par rapport à l'excédent de 8,4 milliards enregistré pour la même période de l'exercice précédent. Les recettes budgétaires sont en hausse de 2,7 milliards (3,6 p. 100), les dépenses de programmes ont augmenté de 0,7 milliard (1,5 p. 100) et les frais de la dette publique n'ont pratiquement pas bougé.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,0 milliards de dollars, ou 5,6 p. 100. Cette hausse est attribuable à des montants plus élevés payés à la déclaration, sous l'effet de la forte croissance des revenus pendant l'année d'imposition 1997, et à l'augmentation soutenue des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné que le nombre de personnes occupant un emploi est supérieur. Les recettes à ce jour ont subi le contrecoup du virement de 0,3 milliard aux rentrées des cotisations d'assurance-emploi, résultat d'un rajustement à l'égard de l'année d'imposition 1997.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,8 milliard de dollars, ou 9,6 p. 100, témoignant des recettes brutes supérieures en raison de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés dans certains secteurs de l'économie. En outre, une partie de cette hausse est peut-être tributaire des procédures de versement mensuel des sociétés. En effet, les sociétés sont tenues de déclarer des acomptes provisionnels mensuels en fonction soit de leurs obligations fiscales réelles de l'exercice précédent soit de leurs obligations fiscales estimatives pour l'exercice en cours. Les sociétés ont 60 jours après la fin

Tableau 2

Recettes budgétaires

	septembre		d'avril à septembre		
	1997	1998	1997-98	1998-99	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	7 071	6 831	35 897	37 905	5,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 235	1 395	8 282	9 077	9,6
Autres	175	55	1 200	1 110	-7,5
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 481	8 281	45 379	48 092	6,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 538	1 764	10 593	10 422	-1,6
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	2 172	1 858	10 191	10 370	1,8
Droits de douane à l'importation	240	256	1 269	1 289	1,6
Autres taxes et droits d'accise	816	780	4 343	4 402	1,4
Total des taxes et droits d'accise	3 228	2 894	15 803	16 061	1,6
Total des recettes fiscales	13 247	12 939	71 775	74 575	3,9
Recettes non fiscales	485	694	2 840	2 734	-3,7
Total des recettes budgétaires	13 732	13 633	74 615	77 309	3,6

de leur exercice pour régler tous les montants dus. Ainsi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés se font dans une large mesure en février et en mars; en fait, il s'agit de 25 à 40 p. 100 de l'ensemble des rentrées pour toute l'année. Les acomptes provisionnels pour 1997 étaient dans une large mesure fondés sur les obligations fiscales de 1996. Toutefois, les obligations fiscales de 1997 étaient considérablement plus élevées qu'en 1996 étant donné que les sommes perçues pendant la période de règlement (février et mars 1998) dépassaient de près de 30 p. 100 celles de la période de règlement de 1996. Par conséquent, les acomptes provisionnels pour 1997 minimisaient les obligations fiscales pour l'ensemble de l'année. Ainsi, les acomptes provisionnels pour 1998 ont été augmentés en fonction des obligations fiscales de 1997, témoignant de la vigueur actuelle des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont chuté de 0,2 milliard de dollars, ou 1,6 p. 100, sous le coup d'une baisse des taux de cotisation. Le taux de la cotisation de l'employé (par tranche de 100 dollars de gains assurables) est passé de 2,90 dollars en 1997 à 2,70 dollars en 1998 (avec une diminution correspondante du taux de l'employeur). Le virement pour paiements insuffisants pendant l'année d'imposition 1997 a compensé en partie les répercussions de la diminution des taux de cotisation.
- Les recettes nettes de TPS ont progressé de 0,2 milliard de dollars, ou 1,8 p. 100. Les recettes mensuelles jusqu'à présent ont été extrêmement volatiles en raison surtout du calendrier des remboursements. Les rentrées brutes ont augmenté de 5,5 p. 100 pendant les six premiers mois de 1998-99, sous le coup de la hausse de la demande de consommation. Cependant, les remboursements étaient en hausse de 9,5 p. 100, diminuant ainsi l'augmentation des recettes nettes.
- Les droits de douane à l'importation ont augmenté sensiblement, étant donné que la hausse des importations a plus que compensé l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 1,4 p. 100, la réduction de la taxe du transport aérien en vigueur depuis le 1er janvier 1998 ayant atténué les conséquences de l'augmentation des taxes sur l'énergie et le tabac.

- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et d'autres recettes comme les droits et le produit d'opérations de vente, ont reculé de 0,1 milliard de dollars, ou 3,7 p. 100.

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars sous l'effet exclusif des prestations aux aînés plus élevées. Les prestations d'assurance-emploi ont sensiblement diminué puisque le nombre de prestataires était moins élevé.
- Les principaux transferts aux autres administrations n'ont pratiquement pas bougé. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés les mêmes puisque, en vertu de la législation actuelle, les droits en espèces par exercice financier pour la période allant de 1997-98 à 2002-2003 ne peuvent tomber sous la barre des 12,5 milliards de dollars. Cependant, l'ensemble des droits au titre du TCSPS comprend à la fois les droits en espèces et les transferts de points d'impôt. Les droits en espèces étant plafonnés et la valeur des transferts de points d'impôt étant en hausse, les droits totaux au titre du TCSPS augmentent. Les transferts fiscaux ont augmenté sensiblement, mais cette hausse a été compensée dans une large mesure par des recouvrements plus élevés aux termes des paiements de remplacement pour programmes permanents.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont progressé de 0,5 milliard de dollars, ou 2,4 p. 100. Cette composante regroupe les paiements aux sociétés d'État, les subventions et autres paiements de transfert, ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Les subventions et les autres transferts ont grimpé de 0,2 milliard, en raison principalement des initiatives annoncées dans le budget de février 1998 dans le cadre de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances, des paiements plus élevés au titre de la *Loi sur la protection du revenu agricole* et des transferts en hausse dans le secteur de la santé. Grâce à des transferts moins élevés à NAVCAN conformément à la réduction de la taxe du transport aérien, l'effet de ces augmentations a été moindre. Les paiements aux sociétés d'État ont reculé de très peu, et les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations ont été en hausse de 2,6 p. 100.

Les frais de la dette publique ont diminué quelque peu, en raison surtout d'une baisse de l'encours total portant intérêt.

Excédent financier de 5,6 milliards de dollars depuis le début de l'exercice (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté suivant la comptabilité de caisse modifiée, en vertu de laquelle le passif du gouvernement est consigné à mesure qu'il est subi, quel que soit le moment où est effectué le versement en espèces. En outre, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Pour leur part, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les décaissements et les encaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres éléments d'actif et de passif financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflété dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net s'établissant à 4,8 milliards de dollars d'avril à septembre 1998, comparativement à 5,2 milliards au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela a permis de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 5,6 milliards au cours des six premiers mois de 1998-99; cet excédent s'était établi à 2,5 milliards au cours de la même période l'exercice précédent.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	septembre		d'avril à septembre		
	1997	1998	1997-98	1998-99	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 866	1 872	11 014	11 257	2,2
Prestations d'assurance-emploi	856	781	5 425	5 363	-1,1
Total	2 722	2 653	16 439	16 620	1,1
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	6 250	6 250	0,0
Transferts fiscaux	769	784	4 617	4 698	1,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-187	-1 065	-1 120	5,2
Total	1 633	1 639	9 802	9 828	0,3
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres transferts					
Agriculture	71	39	217	262	20,7
Affaires étrangères	131	143	716	657	-8,2
Santé	45	55	380	469	23,4
Développement des ressources humaines	124	159	620	842	35,8
Affaires indiennes et du Nord	312	307	2 129	2 190	2,9
Industrie et développement régional	95	125	589	621	5,4
Anciens combattants	118	115	688	681	-1,0
Autres	196	165	1 171	983	-16,1
Total	1 092	1 108	6 510	6 705	3,0
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	69	66	448	400	-10,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	118	120	757	867	14,5
Autres	108	81	576	490	-14,9
Total	295	267	1 781	1 757	-1,3
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	763	687	3 926	3 761	-4,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 260	1 476	7 310	7 766	6,2
Total	2 023	2 163	11 236	11 527	2,6
Total des dépenses directes de programmes	3 410	3 538	19 527	19 989	2,4
Total des dépenses de programmes	7 765	7 830	45 768	46 437	1,5
Frais de la dette publique	3 456	3 376	20 495	20 457	-0,2
Total des dépenses budgétaires	11 221	11 206	66 263	66 894	1,0
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 447	5 400	32 751	33 153	1,2

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	septembre		d'avril à septembre	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire : déficit (-) ou excédent (+)	2 511	2 427	8 352	10 415
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	249	122	389	730
Autres	-95	-544	35	-384
Total	154	-422	424	346
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	425	1 028	825	1 389
Comptes de pension de retraite	334	363	1 018	1 891
Autres	-1	24	-272	19
Total	758	1 415	1 571	3 299
Autres opérations	-1 768	-2 378	-7 204	-8 440
Total des opérations non budgétaires	-856	-1 385	-5 209	-4 795
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 655	1 042	3 143	5 620
Opérations de change	-585	-1 054	3 288	5 835
Solde financier net	1 070	-12	6 431	11 455

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	septembre		d'avril à septembre	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	1 070	-12	6 431	11 455
Augmentation (+) ou diminution (-) des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 012	-6 492	9 850	6 031
Obligations d'épargne du Canada	-195	-99	-1 639	-2 116
Bons du Trésor	-2 200	-3 600	-20 100	-26 400
Autres	-453	-1 004	380	543
Total partiel	-1 836	-11 195	-11 509	-21 942
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	119	77	756	532
Total	-1 717	-11 118	-10 753	-21 410
Payables en devises				
Obligations négociables	0	308	-716	3 877
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	-274	1 754	-1 224	2 035
Billets du Canada	0	-53	-326	-926
Total	-274	2 009	-2 266	4 986
Variation nette des emprunts	1 991	-9 109	-13 019	-16 424
Variation de l'encaisse	-921	-9 121	-6 588	-4 969

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	30 septembre 1998	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	9 182	-13 182
Intérêt et dette échue	10 419	10 572	153
Provisions	10 917	10 917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	30 671	-13 029
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	119 348	1 891
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	5 595	1 390
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	5 890	18
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	130 833	3 299
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	300 614	6 031
Bons du Trésor	112 300	85 900	-26 400
Obligations d'épargne du Canada	29 769	28 185	-1 584
Autres	3 456	3 999	543
Total partiel	440 108	418 698	-21 410
Payable en devises	27 183	32 170	4 987
Total de la dette non échue	467 291	450 868	-16 423
Total de la dette portant intérêt	594 825	581 701	-13 124
Total du passif	638 525	612 372	-26 153
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	6 256	-9 557
Comptes d'opérations de change	28 968	23 133	-5 835
Prêts, placements et avances (net des provisions)	14 036	13 690	-346
Total de l'actif	58 817	43 079	-15 738
Déficit accumulé	579 708	569 293	-10 415

Solde financier net de 11,5 milliards de dollars et emprunts nets en baisse de 16,4 milliards depuis le début de l'exercice

Les opérations de change s'entendent de toutes les opérations visant les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse.

L'achat de dollars canadiens constitue une ressource des opérations du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments de passif en devises, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change.

Compte tenu de tous ces facteurs, les ressources nettes provenant des opérations de change s'établissaient à 5,8 milliards de dollars pour les six premiers mois de 1998-99, en hausse par rapport à 3,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97
			(en millions de dollars)			
Recettes brutes de TPS	29 5643	0 516	32 652	36 715	38 048	40 733
Moins :						
Remboursements	11 3301	2 138	14 271	17 112	18 874	19 782
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872
Recettes nettes de TPS	15 1681	4 868	15 696	16 787	16 374	18 079
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325	
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3
Produits pour le Compte	15 1901	5 050	15 786	16 916	16 835	18 238

Source : *Comptes publics du Canada* – 1997

Avec un excédent budgétaire de 10,4 milliards de dollars, un besoin net de 4,8 milliards des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 5,8 milliards provenant des opérations de change, le solde financier net accusait un excédent de 11,5 milliards, pour la période d'avril à septembre 1998, comparativement à 6,4 milliards l'année précédente.

Grâce à cet excédent financier net et à une baisse de l'encaisse de 5,0 milliards de dollars, le gouvernement a pu rembourser, au cours des six premiers mois de 1998-99, 16,4 milliards de sa dette contractée sur les marchés. À la fin de septembre 1998, l'encaisse s'établissait à 5,3 milliards.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versées directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada. Dans ses observations sur le bilan de l'exercice 1996-97, le vérificateur général a contesté la nécessité du Compte, étant donné le concept fondamental du Trésor. Le gouvernement a demandé au Comité permanent des finances de la Chambre des communes de se pencher sur cette question et de le conseiller à cet égard.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Novembre 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers du mois d'octobre 1998

Déficit budgétaire de 0,8 milliard de dollars enregistré en octobre 1998

Un déficit budgétaire de 0,8 milliard de dollars a été réalisé en octobre 1998, soit une hausse de 0,2 milliard par rapport au déficit de 0,6 milliard enregistré à la même période l'an dernier. Un déficit était prévu pour octobre, en raison de facteurs chronologiques touchant à la fois les recettes et les dépenses de programmes. Ainsi, les recettes sont affectées en octobre par les versements trimestriels au titre du crédit pour taxe sur les produits et services (TPS) en faveur des contribuables à revenu modeste de même que par les procédures de remise visant l'impôt sur le revenu des particuliers et les cotisations d'assurance-emploi. Les dépenses de programmes sont faussées vers la dernière moitié de l'exercice en raison du moment où les paiements sont effectués. De plus, en 1998-99, l'incidence de l'allégement fiscal annoncé dans le budget de 1998 et les initiatives de dépenses touchent principalement la dernière moitié de l'exercice.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont été légèrement inférieures étant donné que la hausse des recettes non fiscales, des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, de TPS et d'autres recettes fiscales a été compensée par la baisse des autres composantes des recettes, plus particulièrement les rentrées d'impôt des sociétés et les droits de douane à l'importation.

Les dépenses de programmes ont été majorées de 1,6 p. 100, hausse qui est surtout attribuable à des dépenses de fonctionnement et d'immobilisation supérieures, à des prestations aux personnes âgées plus élevées et à des paiements accrus aux sociétés d'État. La diminution des subventions et autres transferts a atténué l'incidence de ces augmentations.

Les frais de la dette publique ont progressé de 1 p. 100 en raison d'une faible augmentation du taux d'intérêt réel moyen sur les titres de la dette portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : hausse de 1,9 milliard de dollars de l'excédent budgétaire

Pour les sept premiers mois de l'exercice 1998-99 (avril à octobre), l'excédent budgétaire a été estimé à 9,6 milliards de dollars, soit 1,9 milliard de plus que l'excédent de 7,7 milliards enregistré pour la même période l'an dernier.

Les recettes budgétaires ont progressé de 2,7 milliards (3,1 p. 100) et les dépenses de programmes de 0,8 milliard (1,5 p. 100), tandis que les frais de la dette publique sont demeurés les mêmes.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,0 milliards de dollars, soit 5,0 p. 100. Cette hausse résulte de l'augmentation des impôts acquittés lors de la production des déclarations de revenus, conséquence de la vigoureuse progression des revenus pendant l'année d'imposition 1997, et de la croissance soutenue des recettes au chapitre des prélèvements mensuels à même le revenu d'emploi, conséquence de l'accroissement du nombre de travailleurs. Les recettes à ce jour ont été affectées par un virement de 0,3 milliard de dollars aux cotisations d'assurance-emploi, par suite d'un rajustement relatif à l'année d'imposition 1997.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 0,7 milliard, ou 6,9 p. 100, en dépit d'une réduction des bénéfices des sociétés au cours des trois premiers trimestres de 1998 par rapport à la même période l'an dernier. Cet écart est principalement imputable aux procédures de remise mensuelle de l'impôt auxquelles sont assujetties les sociétés. Ces dernières doivent verser des acomptes mensuels fondés sur l'impôt qu'elles ont payé l'année précédente ou sur une estimation de l'impôt qu'elles devront payer pour l'année en cours. Elles disposent d'un délai de 60 jours après la fin de leur exercice pour régler toute somme en souffrance. Il en résulte qu'une somme appréciable d'impôt sur le revenu des sociétés est versée en février et en mars, représentant entre 25 et 40 p. 100 des rentrées totales pour l'année dans son ensemble. Les acomptes mensuels pour 1997 étaient dans une large mesure fondés sur l'impôt exigible en 1996. Toutefois, comme l'impôt exigible en 1997 était considérablement plus élevé que celui en 1996, les rentrées au cours de la période de règlement (février et mars 1998) ont augmenté de près de 30 p. 100 par rapport à la période de règlement de 1996. Par conséquent, les acomptes de 1997 ont sous-estimé l'impôt exigible réel pour l'année dans son ensemble, et les acomptes de 1998 ont dû être majorés en fonction de l'impôt exigible en 1997, ce qui explique la vigueur actuelle des rentrées de l'impôt sur le revenu des sociétés.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	octobre		d'avril à octobre	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 531	11 522	86 146	88 831
Dépenses de programmes	-8 761	-8 899	-54 528	-55 335
Solde de fonctionnement	2 770	2 623	31 618	33 496
Frais de la dette publique	-3 408	-3 441	-23 904	-23 899
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-638	-818	7 714	9 597
Opérations non budgétaires	1 010	-137	-4 200	-4 931
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	372	-955	3 514	4 666
Opérations de change	677	-297	3 965	5 538
Solde financier net	1 049	-1 252	7 479	10 204
Variation nette des emprunts	1 614	-1 982	-11 405	-18 406
Variation nette de l'encaisse	2 663	-3 234	-3 926	-8 202

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ou 1,9 p. 100, en raison de la baisse des taux de cotisation. Le taux de cotisation des employés est passé de 2,90 dollars à 2,70 dollars par 100 dollars de gains assurables entre 1997 et 1998, et le taux des cotisations patronales a été réduit en conséquence. Le transfert des moins-payés visant l'année d'imposition 1997 a compensé en partie l'incidence de la réduction des taux de cotisation.
- Les rentrées nettes de TPS ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 2,0 p. 100. Les rentrées mensuelles à ce jour ont été extrêmement erratiques, en raison surtout du moment des remboursements. Les rentrées brutes ont grimpé de 5,4 p. 100 au cours des sept premiers mois de 1998-99, ce qui est conforme à la croissance de la demande des consommateurs. Toutefois, les remboursements ont augmenté de 9,6 p. 100, ce qui a réduit la hausse des recettes nettes.
- Les recettes au titre des droits de douane à l'importation ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 8,6 p. 100, l'effet des réductions tarifaires ayant plus que compensé la hausse des importations. Les autres taxes et droits d'accise n'ont affiché aucun changement, la baisse de la taxe sur le transport aérien, entrée en vigueur le 1er janvier 1998, ayant compensé l'accroissement des taxes et des droits sur l'énergie et le tabac.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des placements et d'autres recettes comme les droits et le produit d'opérations de vente, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 3,2 p. 100.

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, augmentation qui est entièrement attribuable à la hausse des prestations aux personnes âgées. Les prestations d'assurance-emploi ont subi une légère baisse attribuable au recul du nombre de prestataires.
- Les principaux paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement ont enregistré une faible hausse, la marge d'augmentation des transferts fiscaux ayant été en grande partie annulée par les recouvrements accrus en vertu du régime des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) n'ont pas changé, car, aux termes de la législation en vigueur, ils ne peuvent tomber sous la barre des 12,5 milliards par exercice, de 1997-98 à 2002-03. Toutefois, les droits prévus par le TCSPS comprennent à la fois des droits en espèces et des transferts de points d'impôt. Compte tenu du plancher des droits en espèces et de la valeur croissante des transferts de points d'impôt, le total des droits en vertu du TCSPS est en hausse.
- Les dépenses de programmes directes, soit l'excédent du total des dépenses de programmes sur les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 2,0 p. 100. Cette composante comprend

Tableau 2

Recettes budgétaires

	octobre		d'avril à octobre		
	1997	1998	1997-98	1998-99	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 411	5 450	41 308	43 355	5,0
Impôt sur le revenu des sociétés	1 473	1 353	9 756	10 430	6,9
Autres	190	273	1 389	1 383	-0,4
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 074	7 076	52 453	55 168	5,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 382	1 322	11 976	11 744	-1,9
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 706	1 764	11 897	12 133	2,0
Droits de douane à l'importation	348	190	1 618	1 479	-8,6
Autres taxes et droits d'accise759		706	5 102	5 107	0,1
Total des taxes et droits d'accise	2 813	2 660	18 617	18 719	0,5
Total des recettes fiscales	11 269	11 058	83 046	85 631	3,1
Recettes non fiscales	262	464	3 100	3 200	3,2
Total des recettes budgétaires	11 531	11 522	86 146	88 831	3,1

les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État et les dépenses de fonctionnement et en capital de l'État, y compris au chapitre de la défense. Les subventions et les autres transferts ont grimpé de 0,1 milliard, hausse dans une large mesure attribuable aux initiatives annoncées dans le budget de février 1998 dans le cadre de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances et à l'augmentation des transferts aux Autochtones. Les paiements aux sociétés d'État sont restés virtuellement les mêmes, tandis que les dépenses de fonctionnement et en capital ont grimpé de 2,8 p. 100.

Les frais de la dette publique n'ont pratiquement pas évolué, car la diminution de l'encours des titres de la dette portant intérêt a été compensée par un accroissement du taux d'intérêt réel moyen sur ces titres.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 4,7 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, laquelle prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment du règlement en espèces. En outre, le solde budgétaire ne comprend que les données d'activités qui ressortissent au contrôle législatif du gouvernement.

Par contraste, les besoins et l'excédent financiers correspondent à l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils englobent les prêts, les placements et les avances, les comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, les autres comptes à fin déterminée et l'évolution d'autres éléments d'actif ou de passif financiers. Les données en la matière sont inscrites parmi les opérations non budgétaires. Les opérations non budgétaires tiennent compte également du passage de la méthode de la comptabilité d'exercice à celle de la comptabilité de caisse.

Les opérations non budgétaires ont engendré des besoins financiers nets de 4,9 milliards de dollars dans la période d'avril à octobre 1998, comparativement à 4,2 milliards pour la même période un an plus tôt. Cela s'est traduit par un excédent financier (opérations de change exclues) de 4,7 milliards au cours des sept premiers mois de 1998-99, en hausse de 1,2 milliard par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Données cumulées de l'exercice : solde financier net de 10,2 milliards de dollars; emprunts nets en baisse de 18,4 milliards

Les opérations de change englobent toutes les opérations portant sur les réserves de devises au Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de favoriser la bonne marche et la stabilité du marché des changes. Les responsables du Fonds ont pour fonctions d'acheter des devises (soit en vendant des dollars canadiens) lorsque le dollar canadien subit des pressions à la hausse et d'en vendre lorsque les pressions s'exercent en sens contraire. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que leur vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises,

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	octobre		d'avril à octobre		
	1997	1998	1997-98	1998-99	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 830	1 928	12 844	13 185	2,7
Prestations d'assurance-emploi	761	747	6 186	6 110	-1,2
Total	2 591	2 675	19 030	19 295	1,4
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	7 292	7 292	0,0
Transferts fiscaux	777	829	5 394	5 527	2,5
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-185	-1 243	-1 305	5,0
Total	1 641	1 686	11 443	11 514	0,6
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres transferts					
Agriculture	101	27	318	289	-9,1
Affaires étrangères	95	108	811	766	-5,5
Santé	93	91	473	560	18,4
Développement des ressources humaines	168	141	785	979	24,7
Affaires indiennes et du Nord	249	261	2 377	2 451	3,1
Industrie et développement régional	154	140	743	761	2,4
Anciens combattants	115	114	803	795	-1,0
Autres	250	212	1 421	1 195	-15,9
Total	1 225	1 094	7 731	7 796	0,8
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	74	105	522	505	-3,3
Société canadienne d'hypothèques et de logement	167	135	924	1 002	8,4
Autres	58	91	634	581	-8,4
Total	299	331	2 080	2 088	0,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	1 005	966	4 931	4 727	-4,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 000	2 146	9 313	9 915	6,5
Total	3 005	3 112	14 244	14 642	2,8
Total des dépenses directes de programmes	4 529	4 537	24 055	24 526	2,0
Total des dépenses de programmes	8 761	8 899	54 528	55 335	1,5
Frais de la dette publique	3 408	3 441	23 904	23 899	0,0
Total des dépenses budgétaires	12 169	12 340	78 432	79 234	1,0
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 457	5 455	38 204	38 605	1,0

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	octobre		d'avril à octobre	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire : déficit ou excédent	-638	-818	7 714	9 597
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-118	19	271	750
Autres	-85	-52	-50	-437
Total	-203	-33	221	313
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	164	-447	989	942
Comptes de pension de retraite	318	319	1 336	2 211
Autres	60	35	-214	54
Total	542	-93	2 111	3 207
Autres opérations	671	-11	-6 532	-8 451
Total des opérations non budgétaires	1 010	-137	-4 200	-4 931
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	372	-955	3 514	4 666
Opérations de change	677	-297	3 965	5 538
Solde financier net	1 049	-1 252	7 479	10 204

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	octobre		d'avril à octobre	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	1 049	-1 252	7 479	10 204
Augmentation (+) ou diminution (-) des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-2 775	-3 100	7 075	2 931
Obligations d'épargne du Canada	-428	-370	-2 067	-2 486
Bons du Trésor	4 600	800	-15 500	-25 600
Autres	-388	377	-8	919
Total partiel	1 009	-2 293	-10 500	-24 236
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	38	34	794	567
Total	1 047	-2 259	-9 706	-23 669
Payables en devises				
Obligations négociables	438	511	-278	4 388
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	198	-213	-1 026	1 822
Billets du Canada	-69	-21	-395	-947
Total	567	277	-1 699	5 263
Variation totale des emprunts	1 614	-1 982	-11 405	-18 406
Variation de l'encaisse	2 663	-3 234	-3 926	-8 202

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	31 octobre 1998	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	8 468	-13 896
Intérêt et dette échue	10 419	11 798	1 379
Provisions	10 917	10 917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	31 183	-12 517
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	119 667	2 210
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	5 147	942
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	5 926	54
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	130 740	3 206
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	297 514	2 931
Bons du Trésor	112 300	86 700	-25 600
Obligations d'épargne du Canada	29 769	27 849	-1 920
Autres	3 456	4 376	920
Total partiel	440 108	416 439	-23 669
Payable en devises	27 183	32 446	5 263
Total de la dette non échue	467 291	448 885	-18 406
Total de la dette portant intérêt	594 825	579 625	-15 200
Total du passif	638 525	610 808	-27 717
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	3 544	-12 269
Comptes d'opérations de change	28 968	23 430	-5 538
Prêts, placements et avances (net des provisions)	14 036	13 723	-313
Total de l'actif	58 817	40 697	-18 120
Déficit accumulé	579 708	570 111	-9 597

dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influence également les opérations de change.

Compte tenu de tous ces facteurs, les sept premiers mois de 1998-99 ont été marqués par des ressources nettes de 5,5 milliards de dollars des opérations sur devises, comparativement à 4,0 milliards pour la même période un an auparavant.

L'excédent budgétaire de 9,6 milliards de dollars, les besoins nets de 4,9 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et les ressources nettes de 5,5 milliards des opérations de change se sont traduits par un solde financier net excédentaire de 10,2 milliards dans la période d'avril à octobre 1998, comparativement à 7,5 milliards pour la même période l'exercice précédent.

Le gouvernement s'est prévalu du solde financier net et d'une réduction de 8,2 milliards de dollars des soldes de trésorerie pour rembourser, au cours des sept premiers mois de 1998-99, une tranche de 18,4 milliards de sa dette contractée sur le marché. Les soldes de trésorerie à la fin d'octobre 1998 affichaient 2,1 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Décembre 1998

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de novembre 1998

Excédent budgétaire de 64 millions de dollars en novembre 1998, en baisse de 399 millions par rapport à novembre 1997

Un excédent budgétaire de 64 millions de dollars a été réalisé en novembre 1998, en baisse de 399 millions par rapport à celui de 463 millions enregistré en novembre 1997. L'augmentation des recettes budgétaires a été de 559 millions (4,7 %), celle des dépenses de programmes, de 569 millions (6,8 %), et celle des frais de la dette publique, de 389 millions (12,1 %).

L'augmentation des recettes budgétaires d'une année sur l'autre reflétait la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) et des recettes non fiscales, croissance dont l'incidence sur le total des recettes budgétaires a été atténuée par la diminution des droits de douane à l'importation, des taxes de vente et d'accise et des cotisations d'assurance-emploi.

À l'exception des dépenses relatives aux sociétés d'État et à la défense, toutes les autres principales composantes des dépenses de programmes ont augmenté d'une année sur l'autre. Les prestations d'assurance-emploi ont fortement augmenté, quoiqu'une grande partie de cette hausse ait été attribuable au traitement d'un paiement supplémentaire en novembre 1998. De plus, les subventions et autres transferts et les autres dépenses de fonctionnement et en immobilisations des ministères se sont accrus essentiellement en raison du moment de leur exécution.

La hausse des frais de la dette publique d'une année sur l'autre découlait surtout des ajustements à la baisse imputés à l'estimation de novembre 1997 relativement aux surestimations des mois précédents.

Excédent budgétaire de 9,7 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des 8 premiers mois (avril à novembre) de l'exercice 1998-1999, l'excédent budgétaire a été estimé à 9,7 milliards de dollars, en hausse de 1,5 milliard par rapport à celui de 8,2 milliards enregistré au cours des 8 premiers mois de 1997-1998. Cependant, cette amélioration a été largement attribuable à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers en mai 1998, surtout en raison des taxes dues en ce qui a trait aux revenus de l'année d'imposition 1997. Il n'y a pas eu d'amélioration nette du solde budgétaire au cours des 7 autres mois de 1998-1999.

Puisque les recettes sont généralement élevées en décembre, en partie en raison des remises provenant des contribuables qui versent des acomptes provisionnels trimestriels, on s'attend à ce que l'excédent depuis le début de l'exercice augmente davantage en décembre 1998. Toutefois, des déficits mensuels sont prévus pour le dernier trimestre de 1998-1999. Les réductions aux taux de cotisations d'assurance-emploi annoncées récemment entrent en vigueur le 1er janvier 1999. Les recettes sont généralement à la baisse en janvier, à cause du paiement du crédit et des remboursements pour TPS en faveur des

Tableau 1
État sommaire des opérations

	novembre		d'avril à novembre	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 983	12 542	98 129	101 373
Dépenses de programmes	-8 312	-8 881	-62 839	-64 216
Solde de fonctionnement	3 671	3 661	35 290	37 157
Frais de la dette publique	-3 208	-3 597	-27 112	-27 496
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	463	64	8 178	9 661
Opérations non budgétaires	1 758	2 665	-2 441	-2 353
Besoins ou excédent financier (opérations de change exclues)	2 221	2 729	5 737	7 308
Opérations de change	1 638	-6 363	5 603	-825
Solde financier net	3 859	-3 634	11 340	6 483
Variation nette des emprunts	-105	3 339	-11 510	-15 068
Variation nette de l'encaisse	3 754	-294	-170	-8 585

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

contribuables à revenu modeste. Il est prévu que les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés seront largement inférieures pendant la période de règlement (février et mars 1999), reflétant ainsi la baisse des bénéfices des sociétés en 1998 (voir détails ci-après). Les gains relatifs au fonds des changes, qui sont déclarés en mars, seront aussi grandement inférieurs à ceux de mars 1998 en raison des mesures prises en 1998 pour soutenir le dollar canadien. Les remboursements au titre de l'impôt des particuliers, relativement au traitement des déclarations de revenu de 1998, diminueront davantage les recettes en mars 1999. Tous ces facteurs contribueront à ramener l'excédent fondamental pour 1998-1999 à un niveau inférieur à celui enregistré en 1997-1998.

Comparativement aux 8 premiers mois de 1997-1998, l'augmentation des recettes budgétaires, au cours de la même période en 1998-1999, a été de 3,2 milliards (3,3 %), celle des dépenses de programmes, de 1,4 milliard (2,2 %), et celle des frais de la dette publique, de 0,4 milliard (1,4 %).

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,2 milliards (4,6 %). Cette hausse était attribuable aux augmentations soutenues des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, en raison du nombre supérieur de personnes ayant un emploi ainsi que des montants plus élevés de l'impôt final, sous l'effet de la forte croissance des revenus pendant l'année d'imposition 1997. La croissance générale des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers a été atténuée par certains facteurs, y compris une forte augmentation des remboursements (en hausse de 1,2 milliard) et un virement de 0,3 milliard aux cotisations d'assurance-emploi, relativement à l'année d'imposition 1997. De plus, les paiements au titre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, qui sont déduits des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, ont augmenté de 0,2 milliard, reflétant le financement supplémentaire annoncé dans les budgets de 1996 et de 1997.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	novembre		d'avril à novembre		
	1997	1998	1997-1998	1998-1999	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 878	6 004	47 186	49 359	4,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 321	1 496	11 077	11 926	7,7
Autres	194	173	1 584	1 556	-1,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 393	7 673	59 847	62 841	5,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 221	1 194	13 196	12 938	-2,0
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 984	2 222	13 881	14 355	3,4
Droits de douane à l'importation	242	172	1 860	1 652	-11,2
Autres taxes et droits d'accise	845	719	5 946	5 827	-2,0
Total des taxes et droits d'accise	3 071	3 113	21 687	21 834	0,7
Total des recettes fiscales	11 685	11 980	94 730	97 613	3,0
Recettes non fiscales	298	562	3 399	3 760	10,6
Total des recettes budgétaires	11 983	12 542	98 129	101 373	3,3

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,8 milliard (7,7 %), même si les bénéfices des sociétés ont été plus faibles aux cours des 3 premiers trimestres de 1998 par rapport à la période correspondante en 1997. Cet écart est principalement attribuable aux procédures de paiement mensuel de l'impôt des sociétés, puisque celles-ci sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels en fonction de leurs obligations fiscales réelles de l'exercice précédent ou de leurs obligations fiscales estimatives pour l'exercice en cours. Les sociétés ont 60 jours après la fin de leur exercice pour régler tous les montants dus. Ainsi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés sont perçues dans une large mesure en février et en mars, ce qui représente entre 25 et 40 % des rentrées de l'exercice. Les acomptes provisionnels mensuels pour 1997 étaient surtout fondés sur les obligations fiscales de 1996. Toutefois, les obligations fiscales de 1997 étaient considérablement plus élevées qu'en 1996, ce qui a donné lieu à une augmentation de près de 30 % des sommes perçues pendant la période de règlement (février et mars 1998) par rapport à celles de la période de règlement de 1996. Par conséquent, les acomptes provisionnels pour 1997 sous-évaluaient les obligations fiscales réelles de l'ensemble de l'exercice. Les acomptes provisionnels pour 1998 ont donc été augmentés en fonction des obligations fiscales de 1997, témoignant ainsi de la vigueur actuelle des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Étant donné la baisse des bénéfices des sociétés en 1998, il est prévu que les sommes perçues pendant la période de février-mars 1999 seront inférieures à celles de la période de février-mars 1998.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	novembre		d'avril à novembre		
	1997	1998	1997-1998	1998-1999	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 867	1 899	14 711	15 084	2,5
Prestations d'assurance-emploi	837	944	7 023	7 054	0,4
Total	2 704	2 843	21 734	22 138	1,9
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	8 333	8 333	0,0
Transferts fiscaux	777	828	6 171	6 355	3,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-180	-189	-1 423	-1 494	5,0
Total	1 639	1 681	13 081	13 194	0,9
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres programmes					
Agriculture	54	106	371	394	6,2
Affaires étrangères	111	19	922	784	-15,0
Santé	40	91	512	651	27,1
Développement des ressources humaines	98	113	883	1 091	23,6
Affaires indiennes et du Nord	265	272	2 642	2 723	3,1
Industrie et développement régional	121	120	865	881	1,8
Anciens combattants	112	115	915	910	-0,5
Autres	150	398	1 571	1 593	1,4
Total	951	1 234	8 681	9 027	4,0
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	75	80	597	585	-2,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	153	143	1 077	1 145	6,3
Autres	88	69	722	650	-10,0
Total	316	292	2 396	2 380	-0,7
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	982	848	5 913	5 575	-5,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 720	1 983	11 034	11 902	7,9
Total	2 702	2 831	16 947	17 477	3,1
Total des dépenses directes de programmes	3 969	4 357	28 024	28 884	3,1
Total des dépenses de programmes	8 312	8 881	62 839	64 216	2,2
Frais de la dette publique	3 208	3 597	27 112	27 496	1,4
Total des dépenses budgétaires	11 520	12 478	89 951	91 712	2,0
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 294	5 758	43 496	44 359	2,0

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	novembre		d'avril à novembre	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	463	64	8 178	9 661
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-92	141	180	891
Autres	-72	-26	-123	-463
Total	-164	115	57	428
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-691	-593	299	349
Comptes de pension de retraite	342	322	1 678	2 533
Autres	7	-10	-207	45
Total	-342	-281	1 770	2 927
Autres opérations	2 264	2 832	-4 268	-5 708
Total des opérations non budgétaires	1 758	2 665	-2 441	-2 353
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	2 221	2 729	5 737	7 308
Opérations de change	1 638	-6 363	5 603	-825
Solde financier net	3 859	-3 634	11 340	6 483

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	novembre		d'avril à novembre	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	3 859	-3 634	11 340	6 483
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 500	-1 100	10 575	1 831
Obligations d'épargne du Canada	109	290	-1 958	-2 197
Bons du Trésor	-3 500	-500	-19 000	-26 100
Autres	168	362	160	1 281
Total partiel	277	-948	-10 223	-25 185
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	-822	-415	-28	151
Total	-545	-1 363	-10 251	-25 034
Payables en devises				
Obligations négociables	42	4 838	-236	9 226
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	342	-136	-684	1 687
Billets du Canada	56	–	-339	-947
Total	440	4 702	-1 259	9 966
Variation nette des emprunts	-105	3 339	-11 510	-15 068
Variation de l'encaisse	3 754	-294	-170	-8 585

- Les cotisations d'assurance-emploi ont chuté de 0,3 milliard (2,0 %), sous le coup de la baisse des taux de cotisation. Le taux de cotisation de l'employé (par tranche de 100 $ de gains assurables) est passé de 2,90 $ en 1997 à 2,70 $ en 1998 (avec une diminution correspondante du taux de l'employeur). Puisque le taux prévu de cotisation de l'employé sera de 2,55 $ en 1999, les recettes tirées des cotisations seront plus faibles en 1998-1999 qu'en 1997-1998.
- Les recettes nettes de TPS ont progressé de 0,5 milliard (3,4 %). Jusqu'à présent, les recettes mensuelles ont été extrêmement volatiles en raison surtout du calendrier des remboursements. Les recettes brutes ont augmenté de 6,4 % au cours des 8 premiers mois de 1998-1999, conformément à la croissance de la demande des consommateurs. Toutefois, les remboursements étaient en hausse de 10,5 %, diminuant ainsi la croissance des recettes nettes.
- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 0,2 milliard (11,2 %), puisque la croissance des importations a été plus que contrebalancée par l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont fléchi de 0,1 milliard (2,0 %), essentiellement en raison de la réduction de la taxe du transport aérien depuis le 1er janvier 1998 et de son élimination le 1er novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 0,4 milliard (10,6 %).

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,4 milliard, surtout sous l'effet des prestations aux aînés plus élevées. Les prestations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, reflétant le traitement d'un paiement supplémentaire en novembre 1998.
- Les principaux transferts aux autres administrations se sont accrus de 0,1 milliard puisque les transferts fiscaux supérieurs ont été largement contrebalancés par des recouvrements plus élevés aux termes des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés les mêmes étant donné qu'en vertu de la législation actuelle, les droits en espèces par exercice pour la période de 1997-1998 à 2002-2003 ne peuvent être inférieurs à 12,5 milliards. Toutefois, les droits au titre du TCSPS comprennent à la fois des montants en espèces et des transferts de points d'impôt. En raison du plancher des droits en espèces et de la valeur croissante des transferts de points d'impôt, les droits au titre du TCSPS sont en hausse.
- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 0,9 milliard, ou 3,1 %. Cette composante regroupe les subventions et autres transferts, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les dépenses de fonctionnement et en immobilisations du gouvernement, y compris pour la défense. Les subventions et autres transferts ont grimpé de 0,3 milliard, principalement en raison des initiatives annoncées dans le budget de février 1998 à l'égard de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances et de la hausse des transferts relatifs aux Autochtones. Les paiements aux sociétés d'État ont été inchangés dans l'ensemble, tandis que les dépenses de fonctionnement et en immobilisations se sont accrues de 3,1 %.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,4 milliard (1,4 %), puisque la baisse de l'encours de la dette portant intérêt a été compensée par la hausse du taux d'intérêt réel moyen sur ladite dette.

Excédent financier de 7,3 milliards de dollars depuis le début de l'exercice (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les passifs du gouvernement sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 2,4 milliards de dollars au cours de la période d'avril à novembre 1998, soit un montant à peu près égal à celui de la période correspondante en 1997. Cela a permis de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 7,3 milliards au cours des 8 premiers mois de 1998-1999, en hausse de 1,6 milliard par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Solde financier net de 6,5 milliards de dollars et emprunts nets en baisse de 15,1 milliards depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations liées aux réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objectif de maintenir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (en vendant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien est touchée par des pressions à la hausse et vend des devises (en achetant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue une ressource provenant des opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des passifs en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change.

En tenant compte de tous ces facteurs, le besoin net de ressources provenant des opérations de change s'est établi à 0,8 milliard pour les 8 premiers mois de 1998-1999, par rapport à des ressources nettes de 5,6 milliards au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 9,7 milliards, un besoin net de 2,4 milliards provenant des opérations non budgétaires et un besoin net de 0,8 milliard provenant des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 6,5 milliards pour la période d'avril à novembre 1998, comparativement à un excédent de 11,3 milliards pour la période correspondante en 1997.

Par le biais de ce solde financier net et d'une diminution de l'encaisse de 8,6 milliards, le gouvernement a remboursé 15,1 milliards de la dette contractée sur les marchés au cours des 8 premiers mois de 1998-1999. À la fin de novembre 1998, l'encaisse s'établissait à 1,8 milliard de dollars.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	30 novembre 1998	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	10 176	-12 188
Intérêt et dette échue	10 419	12 909	2 490
Provisions	10 917	10 917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	34 002	-9 698
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	119 989	2 532
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	4 554	349
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	5 916	44
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	130 459	2 925
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	296 414	1 831
Bons du Trésor	112 300	86 200	-26 100
Obligations d'épargne du Canada	29 769	27 723	-2 046
Autres	3 456	4 738	1 282
Total partiel	440 108	415 075	-25 033
Payable en devises	27 183	37 149	9 966
Total de la dette non échue	467 291	452 224	-15 067
Total de la dette portant intérêt	594 825	582 683	-12 142
Total du passif	638 525	616 685	-21 840
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	3 237	-12 576
Comptes d'opérations de change	28 968	29 793	825
Prêts, placements et avances (net des provisions)	14 036	13 608	-428
Total de l'actif	58 817	46 638	-12 179
Déficit accumulé (dette publique nette)	579 708	570 047	-9 661

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Janvier 1999

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de décembre 1998

Légère hausse de l'excédent budgétaire en décembre 1998

L'excédent budgétaire s'est élevé à 2,0 milliards de dollars en décembre 1998, en hausse de 66 millions par rapport à celui enregistré en décembre 1997. Tel qu'il a été mentionné le mois dernier dans *La revue financière*, un tel excédent était prévu en décembre. Durant l'exercice, les recettes budgétaires atteignent généralement un sommet au cours du dernier mois de chaque trimestre, surtout en raison des remises provenant des contribuables qui versent des acomptes provisionnels trimestriels.

En décembre 1998, les recettes budgétaires ont été essentiellement les mêmes qu'en décembre 1997, étant donné que l'augmentation des cotisations d'assurance-emploi et des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) a été compensée par une baisse des principales autres composantes. L'augmentation des cotisations d'assurance-emploi d'une année à l'autre était attribuable à un transfert de fonds aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers en décembre 1997, relativement à l'année d'imposition 1996, qui a fait en sorte de réduire les cotisations d'assurance-emploi pendant ce mois. Réciproquement, ce transfert explique la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué à cause de l'impôt exigible final des sociétés dont l'année d'imposition se terminait en octobre.

Les dépenses de programmes de décembre 1998 ont baissé de 1,0 % par rapport à celles de décembre 1997, étant donné que la diminution des subventions et autres transferts a plus que compensé les augmentations des principales autres composantes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 2,0 %, car l'effet d'un taux d'intérêt réel moyen plus élevé a plus que compensé la diminution de la dette portant intérêt.

Excédent budgétaire de 11,7 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des 9 premiers mois (avril à décembre) de l'exercice 1998-1999, l'excédent budgétaire a été estimé à 11,7 milliards de dollars, en hausse de 1,5 milliard par rapport à celui de 10,2 milliards enregistré au cours des 9 premiers mois de 1997-1998. Toutefois, cette amélioration a été largement attribuable à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers en mai 1998, surtout en raison des taxes dues en ce qui a trait aux revenus de l'année d'imposition 1997. Il n'y a pas eu d'amélioration nette du solde budgétaire au cours des 8 autres mois de 1998-1999.

Des déficits mensuels sont prévus pour le dernier trimestre de 1998-1999. Les recettes sont généralement à la baisse en janvier, à cause du paiement du crédit et des remboursements pour TPS en faveur des contribuables à revenu modeste. Il est prévu que les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés seront largement inférieures (en baisse de 1 milliard) pendant la période de règlement (février-mars 1999), reflétant ainsi la baisse des bénéfices des sociétés en 1998 (voir détails ci-après). En outre, les remboursements au titre de l'impôt des particuliers, relativement au traitement des déclarations de revenu de 1998, diminueront davantage les recettes en mars 1999. La révision des données pour 1998-1999 et les exercices antérieurs a entraîné d'importants rajustements à la hausse des paiements de péréquation, et une tranche de 1,7 milliard de dollars sera versée avant la fin de l'exercice. Cela devrait amputer l'excédent à ce jour de l'ordre de 3 milliards de dollars.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	décembre		d'avril à décembre	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	14 769	14 811	112 892	116 178
Dépenses de programmes	-9 282	-9 189	-72 115	-73 399
Solde de fonctionnement	5 487	5 622	40 777	42 779
Frais de la dette publique	-3 493	-3 562	-30 605	-31 058
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 994	2 060	10 172	11 721
Opérations non budgétaires	-969	-2 296	-3 407	-4 650
Besoins ou excédent financier (opérations de change exclues)	1 025	-236	6 765	7 071
Opérations de change	2 388	4 219	7 990	3 394
Solde financier net	3 413	3 983	14 755	10 465
Variation nette des emprunts	-1 348	3 446	-12 855	-11 623
Variation nette de l'encaisse	2 065	7 429	1 900	-1 158

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

En outre, les initiatives stratégiques proposées dans le budget de 1999 totalisent 5,7 milliards de dollars pour 1998-1999. On prévoit donc que le budget de 1998-1999 sera équilibré ou excédentaire. Dans la mesure où la réserve pour éventualités ne sera pas nécessaire, elle servira à rembourser la dette publique. Pour plus de détails, voir le chapitre 3 du plan budgétaire de 1999. Dans la mesure où la réserve pour éventualités n'est pas requise, les résultats finals vérifiés, qui ne seront disponibles qu'à l'automne, afficheront un excédent budgétaire qui servira à rembourser la dette publique.

Au cours des 9 premiers mois de 1998-1999, l'augmentation des recettes budgétaires a été de 3,3 milliards (2,9 %), celle des dépenses de programmes, de 1,3 milliard (1,8 %), et celle des frais de la dette publique, de 0,5 milliard (1,5 %), comparativement à la période correspondante en 1997-1998.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,0 milliards (3,7 %). Cette hausse était attribuable aux augmentations soutenues des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, en raison du nombre supérieur de personnes ayant un emploi ainsi que des montants plus élevés de l'impôt final, relativement à la forte croissance des revenus pendant l'année d'imposition 1997. La croissance générale des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers a été atténuée par certains facteurs, y compris une forte augmentation des remboursements (en hausse de 1,2 milliard) et un transfert net de 0,7 milliard aux cotisations d'assurance-emploi, relativement à l'année d'imposition 1997. De plus, les paiements au titre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, qui sont déduits des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, ont augmenté de 0,2 milliard, reflétant le financement supplémentaire annoncé dans les budgets de 1996 et de 1997.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,5 milliard (3,4 %), même si les bénéfices des sociétés ont été plus faibles aux cours des 3 premiers trimestres de 1998 par rapport à la période correspondante en 1997. Cet écart est principalement attribuable aux procédures de paiement mensuel de l'impôt des sociétés, puisque celles-ci sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels en fonction de leurs obligations fiscales réelles de l'exercice précédent ou de leurs obligations fiscales estimatives pour l'exercice en cours.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	décembre		d'avril à décembre		
	1997	1998	1997-1998	1998-1999	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	8 331	8 185	55 517	57 544	3,7
Impôt sur le revenu des sociétés	2 058	1 662	13 136	13 588	3,4
Autres	23	165	1 607	1 721	7,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	10 412	10 012	70 260	72 853	3,7
Cotisations d'assurance-emploi	670	1 055	13 866	13 993	0,9
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 661	1 993	15 542	16 348	5,2
Droits de douane à l'importation	212	166	2 072	1 818	-12,3
Autres taxes et droits d'accise	709	595	6 655	6 420	-3,5
Total des taxes et droits d'accise	2 582	2 754	24 269	24 586	1,3
Total des recettes fiscales	13 664	13 821	108 395	111 432	2,8
Recettes non fiscales	1 105	990	4 497	4 746	5,5
Total des recettes budgétaires	14 769	14 811	112 892	116 178	2,9

Les sociétés ont 60 jours après la fin de leur exercice pour régler tous les montants dus. Ainsi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés sont perçues dans une large mesure en février et en mars, ce qui représente entre 25 et 40 % des rentrées de l'exercice. Les acomptes provisionnels mensuels pour 1997 étaient surtout fondés sur les obligations fiscales de 1996. Toutefois, les obligations fiscales de 1997 étaient considérablement plus élevées qu'en 1996, ce qui a donné lieu à une augmentation de près de 30 % des sommes perçues pendant la période de règlement (février et mars 1998) par rapport à celles de la période de règlement de 1996. Les acomptes provisionnels pour 1997 sous-évaluaient les obligations fiscales réelles de l'ensemble de l'exercice. Les acomptes provisionnels pour 1998 ont donc été augmentés en fonction des obligations fiscales réelles de 1997, témoignant ainsi de la vigueur actuelle des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Toutefois, étant donné la baisse des bénéfices des sociétés en 1998, il est prévu que les sommes perçues pendant la période de février-mars 1999 seront inférieures à celles de la période de février-mars 1998. En fait, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué en décembre, puisque les sociétés dont l'année d'imposition se terminait en octobre ont produit leurs déclarations de revenu de 1998.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard (0,9 %). La hausse était attribuable aux transferts nets des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et au nombre supérieur de personnes ayant un emploi. En décembre 1997, un transfert aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers reflétait les paiements en trop relativement à l'année d'imposition 1996, tandis qu'en octobre 1998, un transfert provenant des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers était attribuable aux paiements en moins à l'égard de l'année d'imposition 1997. L'incidence de ces facteurs a été atténuée par la baisse des taux de cotisation. Le taux de cotisation de l'employé (par tranche de 100 $ de gains assurables) est passé de 2,90 $ en 1997 à 2,70 $ en 1998 (avec une diminution correspondante du taux de l'employeur). Puisque le taux prévu de cotisation de l'employé sera de 2,55 $ en 1999, les cotisations seront plus faibles en 1998-1999 qu'en 1997-1998.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	décembre		d'avril à décembre		
	1997	1998	1997-1998	1998-1999	variation
	(en millions de dollars)				(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 863	1 923	16 575	17 008	2,6
Prestations d'assurance-emploi	1 024	1 047	8 047	8 101	0,7
Total	2 887	2 970	24 622	25 109	2,0
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	9 375	9 375	0,0
Transferts fiscaux	778	828	6 949	7 184	3,4
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-180	-187	-1 603	-1 681	4,9
Total	1 640	1 683	14 721	14 878	1,1
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres programmes					
Agriculture	35	79	407	474	16,5
Affaires étrangères	192	203	1 114	987	-11,4
Santé	96	69	608	720	18,4
Développement des ressources humaines	122	288	1 005	1 380	37,3
Affaires indiennes et du Nord	299	285	2 941	3 007	2,2
Industrie et développement régional	228	173	1 093	1 055	-3,5
Anciens combattants	108	114	1 024	1 024	0,0
Autres	458	58	2 030	1 651	-18,7
Total	1 538	1 269	10 222	10 298	0,7
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	75	174	672	759	12,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	225	165	1 303	1 310	0,5
Autres	108	83	830	733	-11,7
Total	408	422	2 805	2 802	-0,1
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	942	979	6 855	6 553	-4,4
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 867	1 866	12 890	13 759	6,7
Total	2 809	2 845	19 745	20 312	2,9
Total des dépenses directes de programmes	4 755	4 536	32 772	33 412	2,0
Total des dépenses de programmes	9 282	9 189	72 115	73 399	1,8
Frais de la dette publique	3 493	3 562	30 605	31 058	1,5
Total des dépenses budgétaires	12 775	12 751	102 720	104 457	1,7
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	6 065	5 922	49 565	50 285	1,5

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	décembre		d'avril à décembre	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 994	2 060	10 172	11 721
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	460	204	640	1 095
Autres	75	11	-48	-452
Total	535	215	592	643
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-502	-409	-203	-60
Comptes de pension de retraite	377	427	2 056	2 959
Autres	-37	-37	-243	8
Total	-162	-19	1 610	2 907
Autres opérations	-1 342	-2 492	-5 609	-8 200
Total des opérations non budgétaires	-969	-2 296	-3 407	-4 650
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 025	-236	6 765	7 071
Opérations de change	2 388	4 219	7 990	3 394
Solde financier net	3 413	3 983	14 755	10 465

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	décembre		d'avril à décembre	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	3 413	3 983	14 755	10 465
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 313	4 141	16 888	5 972
Obligations d'épargne du Canada	-248	48	-2 205	-2 149
Bons du Trésor	-7 600	900	-26 600	-25 200
Autres	-1		159	1 281
Total partiel	-1 536	5 089	-11 758	-20 096
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	-24	-630	-52	-479
Total	-1 560	4 459	-11 810	-20 575
Payables en devises				
Obligations négociables	109		-126	9 226
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	117	-885	-566	801
Billets du Canada	-14	-128	-353	-1 075
Total	212	-1 013	-1 045	8 952
Variation nette des emprunts	-1 348	3 446	-12 855	-11 623
Variation de l'encaisse	2 065	7 429	1 900	-1 158

- Les recettes nettes de TPS ont progressé de 0,8 milliard (5,2 %), conformément à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont diminué de 0,3 milliard (12,3 %), puisque la croissance des importations a été plus que compensée par l'effet des réductions tarifaires. Les autres taxes et droits d'accise ont fléchi de 0,2 milliard (3,5 %), essentiellement en raison de la réduction de la taxe du transport aérien depuis le 1er janvier 1998 et de son élimination le 1er novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 0,2 milliard (5,5 %).

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,5 milliard, surtout sous l'effet des prestations plus élevées aux aînés. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté légèrement.
- Les principaux transferts aux autres administrations se sont accrus de 0,2 milliard, puisque les transferts fiscaux supérieurs ont été largement compensés par des recouvrements plus élevés aux termes des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés les mêmes étant donné qu'en vertu de la législation actuelle, les droits en espèces par exercice pour la période de 1997-1998 à 2002-2003 ne peuvent être inférieurs à 12,5 milliards. Toutefois, les droits au titre du TCSPS comprennent à la fois des montants en espèces et des transferts de points d'impôt. En raison du plancher des droits en espèces et de la valeur croissante des transferts de points d'impôt, les droits au titre du TCSPS sont en hausse.
- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 0,6 milliard (2,0 %). Cette composante regroupe les subventions et autres transferts, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les dépenses de fonctionnement et en immobilisations du gouvernement, y compris pour la défense. Les subventions et autres transferts ont grimpé de 0,1 milliard, principalement en raison des initiatives annoncées dans le budget de février 1998 à l'égard de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances et de la hausse des transferts relatifs aux Autochtones. Les paiements aux sociétés d'État ont été inchangés dans l'ensemble, tandis que les dépenses de fonctionnement et en immobilisations se sont accrues de 2,9 %.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard (1,5 %), puisque la baisse de l'encours de la dette portant intérêt a été compensée par une hausse du taux d'intérêt réel moyen sur ladite dette.

Excédent financier de 7,1 milliards de dollars depuis le début de l'exercice (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les passifs du gouvernement sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,6 milliards de dollars au cours de la période d'avril à décembre 1998, en hausse de 1,2 milliard par rapport à ceux de la période correspondante en 1997. Cela a permis de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 7,1 milliards au cours des 9 premiers

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	31 décembre 1998	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	12 747	-9 617
Intérêt et dette échue	10 419	8 672	-1 747
Provisions	10 917	10 917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	32 336	-11 364
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	120 416	2 959
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	4 146	-59
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	5 880	8
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	130 442	2 908
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	300 055	5 472
Bons du Trésor	112 300	87 100	-25 200
Obligations d'épargne du Canada	29 769	27 641	-2 128
Autres	3 456	4 737	1 281
Total partiel	440 108	419 533	-20 575
Payable en devises	27 183	36 136	8 953
Total de la dette non échue	467 291	455 669	-11 622
Total de la dette portant intérêt	594 825	586 111	-8 714
Total du passif	638 525	618 447	-20 078
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	11 493	-4 320
Comptes d'opérations de change	28 968	25 574	-3 394
Prêts, placements et avances (net des provisions)	14 036	13 393	-643
Total de l'actif	58 817	50 460	-8 357
Déficit accumulé (dette publique nette)	579 708	567 987	-11 721

mois de 1998-1999, en hausse de 0,3 milliard par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Solde financier net de 10,5 milliards de dollars et emprunts nets en baisse de 11,6 milliards depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations liées aux réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objectif de maintenir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (en vendant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien est touchée par des pressions à la hausse et vend des devises (en achetant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue une ressource provenant des opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des passifs en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
	(en millions de dollars)						
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986
Moins :							
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325		
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,176
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588

Source : *Comptes publics du Canada* – 1997

En tenant compte de tous ces facteurs, la ressource financière nette provenant des opérations de change s'est établie à 3,4 milliards de dollars pour les 9 premiers mois de 1998-1999, par rapport à une ressource nette de 8,0 milliards au cours de la période correspondante en 1997-1998.

Avec un excédent budgétaire de 11,7 milliards, un besoin net de 4,6 milliards provenant des opérations non budgétaires et une ressource nette de 3,4 milliards provenant des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 10,5 milliards pour la période d'avril à décembre 1998, comparativement à un exédent de 14,8 milliards pour la période correspondante en 1997.

Par le biais de ce solde financier net et d'une diminution de l'encaisse de 1,2 milliard, le gouvernement a remboursé 11,6 milliards de la dette contractée sur les marchés au cours des 9 premiers mois de 1998-1999. À la fin de décembre 1998, l'encaisse s'établissait à 9,2 milliards.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, en vertu de la loi, être versés directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en bout de course, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Dans ses observations sur les états financiers de l'exercice 1996-1997 et lors de sa présentation au Comité permanent des finances de la Chambre des communes, le vérificateur général a mis en question la nécessité du Compte, étant donné le concept fondamental du Trésor. Le gouvernement a demandé au Comité de se pencher sur cette question et de le conseiller à cet égard.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également accessible sur Internet à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Février 1999